

Participation des autochtones aux processus d'évaluation environnementale dans les Territoires du Nord-Ouest

par

Josiane Blanchet

Essai présenté au Centre Universitaire de Formation en Environnement en vue de
l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env.)

CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Sherbrooke, Québec, Canada, juillet 2009

IDENTIFICATION SIGNALÉTIQUE

PARTICIPATION DES AUTOCHTONES AUX PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Josiane Blanchet

Essai effectué en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env.)

sous la direction de M. Claude E. Delisle

Université de Sherbrooke

juin 2009

Mots clés : évaluation environnementale, Territoires du Nord-Ouest, Premières Nations, Québec, savoir écologique traditionnel.

La préoccupation de l'environnement dans l'évaluation de projets de développement est relativement nouvelle au Canada; celle d'intégrer les Premières Nations dans ce processus d'évaluation l'est encore plus. Les Territoires du Nord-Ouest se sont démarqués en ce domaine par la mise en place d'une structure de gestion innovatrice et participative initialement inspirée du modèle développé pour le projet hydroélectrique de la Baie-James au Québec. Malgré le manque évident de ressources humaines et financières, les TNO se démarquent par un souci de l'intégration du savoir écologique traditionnel dans la gestion des ressources et du territoire, de même que par une réelle préoccupation des impacts sociaux, culturels et cumulatifs sur le milieu. Les programmes de suivi des impacts, bien qu'imparfaits, démontrent une volonté certaine de protection de l'environnement et des communautés en cause. Dans le futur, le Québec pourra s'inspirer à son tour de ce qui a été fait dans les TNO à ce niveau.

SOMMAIRE

Dans les Territoires du Nord-Ouest (TNO), la région désignée des Inuvialuit et celle de la vallée du Mackenzie ont toutes deux implantées des processus d'évaluation environnementale de cogestion. Ainsi, les autochtones participent activement aux réflexions et décisions entourant les propositions de projets qui sont présentés dans leur région, sur un pied d'égalité avec les représentants gouvernementaux. Le territoire couvert par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) a un processus semblable. Dans le Québec méridional, les autochtones sont, en général, consultés comme le reste de la population blanche plutôt qu'impliqués directement dans la gestion des ressources et du développement des territoires qu'ils occupent. Aux TNO, des lacunes en ressources financières et humaines altèrent parfois l'efficacité des processus et ce, plus particulièrement dans la vallée du Mackenzie. L'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM) semble être l'organisme le plus dynamique en termes de développement d'outils de communication et d'information pour ses citoyens, pour les professionnels impliqués en évaluation environnementale ainsi que pour les promoteurs. Jusqu'à maintenant, la région des Inuvialuit a été la plus efficace pour incorporer le savoir écologique traditionnel dans ses évaluations environnementales et dans l'aménagement de son territoire en général. Les deux régions des TNO se démarquent également par leurs préoccupations pour le suivi des impacts cumulatifs sur l'environnement, avec une emphase grandissante sur les impacts socio-économiques et culturels. Indépendamment des régions, les processus d'évaluation environnementale sont plus fonctionnels et intègrent davantage les Premières Nations dans les régions où des ententes de revendication territoriale ont été conclues.

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce travail a été facilité par la contribution de plusieurs personnes qui m'ont soutenu ou informé à l'une ou l'autre des étapes de la confection de ce document.

Je tiens tout particulièrement à remercier M. Claude E. Delisle, Ph.D., professeur retraité du Département des génies civil, géologique et des mines de l'École Polytechnique de Montréal, pour avoir accepté de superviser la réalisation de ce travail à distance ainsi que pour le prêt de nombreux documents. Un grand merci pour le temps accordé à la révision des nombreuses versions de ce document ainsi que pour les commentaires émis. Je suis également reconnaissante envers M. Delisle pour avoir su contenir mes ambitions initiales sur l'échéancier ainsi que sur la portée du projet.

Je tiens à souligner la générosité de différents intervenants pour avoir alimenté mes connaissances et réflexions. Tout d'abord, merci à M. Daniel Berrouard, Coordonnateur aux affaires autochtones au ministère du Développement durable, de l'environnement et des parcs (MDDEP), pour m'avoir informé aux étapes initiale et finale du projet sur les pratiques de consultation des Premières Nations au Québec nordique et méridional. Merci à M. Rock Allen, pour m'avoir fait parvenir de l'information sur l'évaluation environnementale dans le nord du Québec. Merci à Mme Robin Fowler, Analyste de projets chez BC Hydro, pour m'avoir accordé une entrevue sur la participation des Premières Nations dans le cadre de développement de projets hydroélectriques au nord de la Colombie-Britannique. Merci à Mme Jessica Simpson, Agente de liaison communautaire à l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie ainsi qu'à M. Martin Haefele, Directeur des évaluations des impacts sur l'environnement de cette même organisation pour avoir répondu aux nombreuses questions qui demeuraient sans réponse suite à la rédaction de mon analyse.

Finalement, un grand merci à M. Jules Beauchemin, partenaire de vie, pour m'avoir encouragé et supporté moralement au cours des nombreux mois menant à la finalisation et au dépôt de cet essai.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| 1 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LES TERRITOIRES DU NORD- OUEST..... | 4 |
| 1.1 Présentation générale du territoire | 4 |
| 1.2 L'évaluation environnementale dans la région désignée des Inuvialuit..... | 6 |
| 1.2.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles | 7 |
| 1.2.2 L'examen préalable | 12 |
| 1.2.3 L'étude d'impact sur l'environnement | 14 |
| 1.3 L'évaluation environnementale dans la vallée du Mackenzie..... | 18 |
| 1.3.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles | 20 |
| 1.3.2 L'examen préalable | 23 |
| 1.3.3 L'évaluation environnementale..... | 24 |
| 1.3.4 L'étude d'impact sur l'environnement | 26 |
| 1.3.5 La vérification environnementale | 27 |
| 1.4 L'évaluation environnementale au Québec..... | 29 |
| 1.4.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles | 29 |
| 1.4.2 Le processus d'évaluation environnementale sur le territoire de la CBJNQ..... | 31 |
| 1.4.3 Le processus d'évaluation environnemental au Québec méridional | 31 |
| 2 ANALYSE DES PROCESSUS DE PARTICIPATION | 33 |
| 2.1 Nature et portée des rôles occupés par les autochtones | 33 |
| 2.2 Disponibilité des ressources humaines et financières..... | 36 |
| 2.3 Diversité et qualité des outils de communication utilisés | 39 |
| 2.4 Intégration du savoir écologique traditionnel | 44 |
| 2.5 Suivi et contrôle des impacts..... | 47 |
| CONCLUSION | 54 |
| RÉFÉRENCES..... | 56 |

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Figure 1.1 Régions administratives des Territoires du Nord-Ouest..... | 5 |
| Figure 1.2 Région désignée des Inuvialuit..... | 8 |
| Figure 1.3 Relations entre les différents organismes participant à la gestion des ressources naturelles dans la région désignée des Inuvialuit | 12 |
| Figure 1.4 Processus de révision publique lorsque le projet est jugé à faibles impacts potentiels..... | 17 |
| Figure 1.5 Limites administratives utilisées pour l'application des ententes de revendication territoriale actuelles et futures..... | 20 |
| Figure 1.6 Aperçu du processus d'évaluation des impacts sur l'environnement appliqué dans la vallée du Mackenzie..... | 28 |
| Figure 2.1 Carte interactive accessible sur le site Internet du MVEIRB | 41 |
| Tableau 1.1 Comparaison des groupes de cogestion jouant un rôle dans le processus d'évaluation des impacts sur l'environnement pour les régions des Inuvialuit, de la vallée du Mackenzie et de la Baie-James | 30 |

LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

| Français | | Anglais | |
|----------|---|---------|---|
| AINC | Affaires indiennes et du Nord Canada | INAC | Indian Affairs and North Canada |
| AQÉI | Association québécoise pour l'évaluation des impacts | X | Aucune équivalence de langue anglaise |
| BERE | Bureau d'examen des répercussions environnementales | EIRB | Environmental Impact Review Board |
| CBJNQ | Convention de la Baie-James et du Nord québécois | JBNQA | James Bay and Northern Quebec Agreement |
| CCEBJ | Comité consultatif sur l'environnement de la baie James | JBACE | James Bay Advisory Committee on the Environment |
| CCGF | Conseil consultatif de gestion de la faune | WMAC | Wildlife Management Advisory Council |
| CCT | Comité de chasseurs et de trappeurs | HTC | Hunters and Trappers Committee |
| CDI | Convention définitive des Inuvialuit | IFA | Inuvialuit Final Agreement |
| CEDA | Comité d'étude des droits des Autochtones | COPE | Committee of Original Peoples' Entitlement |
| CERE | Comité d'étude des répercussions environnementales | EISC | Environmental Impact Screening Committee |
| CGGI | Conseil de gestion du gibier Inuvialuit | IGC | Inuvialuit Game Council |
| CMGP | Comité mixte de gestion de la pêche | FJMC | Fisheries Joint Management Committee |
| COFEX | Comité fédéral d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social | ESIRP | Environmental and Social Impact Review Panel |

LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES (suite)

| Français | | Anglais | |
|----------|--|---------|--|
| COMEX | Comité provincial d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social | ESIRC | Environmental and Social Impact Review Committee |
| ÉIE | Étude d'impact sur l'environnement | EIS | Environmental Impact Statement |
| IDDPNLQ | Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador | FNQLSDI | First Nations of Quebec and Labrador Sustainable Development Institute |
| MDDEP | Ministère du Développement durable, de l'environnement et des parcs | X | Aucune équivalence de langue anglaise |
| OEREVM | Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie | MVEIRB | Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board |
| ONÉ | Office national de l'énergie | NEB | National Energy Board |
| OTE | Office des terres et des eaux | LWB | Land and Water Board |
| OTEVM | Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie | MVLWB | Mackenzie Valley Land and Water Board |
| PSEC | Programme de surveillance des effets cumulatifs | CIMP | Cumulative Impact Monitoring Program |
| SAA | Secrétariat aux affaires autochtones | X | Aucune équivalence de langue anglaise |
| SÉT | Savoir écologique traditionnel | TEK | Traditional Ecological Knowledge |
| TNO | Territoires du Nord-Ouest | NWT | Northwest Territories |

INTRODUCTION

Depuis la colonisation du Canada par les Européens, la relation entre les Premières Nations et les colons a beaucoup évolué. Indépendance, coopération, domination et négociation sont autant de mots pouvant décrire les rapports qui ont existé entre ces deux peuples. C'est en 1763 que, pour la première fois, les Premières Nations d'Amérique sont considérées dans le système constitutionnel colonial. En 1763, par la signature du Traité de Paris, la France cédait le contrôle des colonies françaises aux Britanniques. En fractionnant le territoire en unités bien définies, et en offrant ces parcelles de terre aux colons pour l'agriculture, les Britanniques implantaient le concept de propriété au Canada. Les terres restantes étaient réservées aux Premières Nations ce qui leur permettait, au même titre que les colons, l'utilisation et l'occupation de ces portions de territoire. Cependant, la Couronne se réservait le pouvoir exclusif du rachat des terres lorsque son propriétaire souhaiterait céder ses droits (McPherson and Rabb, 1993). Le « titre aborigène », conférant aux Premières Nations le droit exclusif d'utilisation des ressources et d'occupation du territoire (SAA, 2009), émerge donc de la Proclamation Royale de 1763. Dans les faits, les droits des Premières Nations accordés par la Couronne britannique ont été bafoués à plusieurs reprises pendant plus de deux siècles (AINC, 2006). Ce n'est qu'avec la réouverture de la Constitution canadienne, à la fin des années 1970, que ces droits ancestraux, ainsi que ceux issus de traités, ont été intégrés officiellement au système légal canadien. La reconnaissance de ces droits se trouve plus spécifiquement à la section 35(1) de l'Acte constitutionnel de 1982 (Sanders, 1989). Aujourd'hui, il est commun de voir les droits issus de la Proclamation Royale de 1763 utilisés à la cour dans des litiges opposant les Premières Nations au gouvernement du Canada. En 2004, les jugements émis par la Cour suprême du Canada dans les cas Haida et Taku confirmaient la responsabilité de la Couronne à consulter et accommoder les Premières Nations lorsqu'une décision gouvernementale risque d'affecter leurs droits (McDonald, 2008).

Pendant la réalisation des travaux de construction du projet hydroélectrique de la Baie-James, la Cour supérieure du Québec émet, en 1973, une injonction obligeant le gouvernement provincial à suspendre ses activités (SAA, 2009). Cette décision était justifiée par les titres aborigènes encore existants des Cris et des Inuits sur le territoire

(Sanders, 1989). La proposition faite par le gouvernement du Québec pour la mise en chantier du complexe hydroélectrique sur la rivière La Grande a soulevé l'indignation chez les peuples autochtones (CBC, 1972) et a mis en évidence les lacunes du processus de consultation des Premières Nations dans les projets de développement du territoire. Ce n'est pas sans lien qu'une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement a été instituée par l'Assemblée Nationale du Québec en 1978 (BAPE, 2008). En octobre 2005, l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a publié un document relatant les inadéquations en regard du processus de consultation qui leur est destiné. Entre autres, il y est mentionné la nébulosité des objectifs de consultation, les échéanciers rigides, le manque de suivi sur les ententes conclues ainsi que le manque de ressources humaines et financières nécessaires à une participation adéquate.

Puisque les provinces et territoires ont été développés par les colons à des moments divers au cours de l'histoire, et que ces territoires sont occupés par des Premières Nations d'origines multiples, la relation entre les gouvernements et ces derniers a évolué de manière distincte dans chacun de ces coins de pays. L'implication des Premières Nations dans le cadre des évaluations environnementales ne fait pas exception. Au cours de 30 dernières années, les TNO ont développé un processus d'évaluation environnementale distinct de ce qui se fait dans les provinces canadiennes. Bien que les processus d'évaluation environnementale pratiqués dans les TNO se démarquent par leurs structures singulières et par la place importante qu'occupent les Premières Nations aux seins de ceux-ci, peu de documents francophones y font référence. Cet essai traite donc de l'implication des autochtones dans l'évaluation des projets de développement dans les TNO et au Québec, seule province canadienne francophone. Pour la réalisation de ce travail, les informations publiées par les ministères provinciaux et fédéraux ainsi que par les groupes autochtones et de cogestion ont été parcourues. Certains articles rédigés par des académiciens ont également alimentés le contenu de ce travail. Tout au long de la rédaction, des professionnels impliqués dans l'un ou l'autre des processus d'évaluation environnementale ont été consultés. Ce travail vise à présenter les processus d'évaluation environnementale appliqués dans les TNO et de les comparer à ceux développés et utilisés au Québec dans une perspective de participation autochtone.

Pour aider à une bonne compréhension des processus d'évaluation environnementale mis en place dans la région désignée des Inuvialuit et dans la vallée du Mackenzie, l'historique de leur développement est d'abord relaté. Ensuite, les rôles et structures des groupes qui gèrent les ressources dans ces deux régions sont présentés. La démarche suivie par les intervenants pour effectuer chacune des étapes de l'évaluation environnementale est aussi décrite. Ces mêmes éléments sont développés, mais de manière plus succincte, pour le Québec méridional et nordique. Le deuxième chapitre fait l'analyse des processus d'évaluation environnementale suivant cinq critères liés 1- aux rôles qu'occupent les autochtones dans les processus d'évaluation environnementale; 2- aux ressources humaines et financières mises à leur disposition; 3- aux outils de communication utilisés; 4- à la prise en considération du savoir écologique traditionnel (SÉT) et; 5- aux activités de suivi exécutées suite à l'implantation de projets de développement. Tout au long de l'analyse, des parallèles seront dressés entre les particularités des processus trouvés dans les TNO et ceux trouvés au Québec. Ce chapitre fera ressortir l'interchangeabilité de certaines pratiques entre les processus présentés dans le but d'améliorer la qualité de la participation autochtone en évaluation environnementale. Finalement, la conclusion permettra de rappeler les points marquants de l'ensemble du travail.

1 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Dans les Territoires du Nord-Ouest (TNO), il existe deux processus d'évaluation environnementale qui se pratiquent dans deux régions distinctes : la région désignée des Inuvialuit et la vallée du Mackenzie. Avant d'expliquer le fonctionnement de ces processus, voyons brièvement comment se définit ce territoire par ses aspects géographique, politique, administratif, social, culturel et économique.

1.1 Présentation générale du territoire

Les TNO sont situés au nord du 60^{ème} parallèle et sont délimités à l'ouest par le Yukon, à l'est par le Nunavut et au sud par la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Malgré leur superficie de 1 183 085 km² (RNCan, 2006), les TNO ne comptent qu'un peu plus de 43 000 habitants (Statistiques Canada, 2008a) dont près de la moitié sont d'origine autochtone (AINC, 2008a).

Contrairement aux gouvernements provinciaux, les TNO ne sont dirigés par aucun parti politique. Les 19 membres de l'Assemblée législative sont indépendants et élus dans leur circonscription respective (*Id.*). Un seul député représente la population des TNO au Parlement canadien. Le territoire est divisé en cinq régions administratives, soit les régions d'Inuvik, de Sahtu, de Deh Cho, de North Slave et de South Slave (GNWT, s. d.). Les groupes autochtones peuplant ces terres sont pour la majorité de descendance Innue, Déné et Métis (AINC, 2007a).

Dans les TNO, l'exploitation des ressources naturelles et les activités ministérielles forment les deux assises de l'économie. Le secteur des services y apporte une contribution modeste à significative selon les régions tandis que les activités agricoles et manufacturières sont extrêmement limitées. L'économie traditionnelle de chasse, de trappe et de pêche produit très peu en termes de revenus, mais demeure une portion importante de la diète des petites communautés, et est culturellement significatif pour l'ensemble des autochtones. Plusieurs communautés ne sont accessibles par les terres

que via des routes de glace durant les mois d'hiver. Même pour les communautés situées le long du système routier quatre saisons, le déplacement par avion est souvent la seule option.

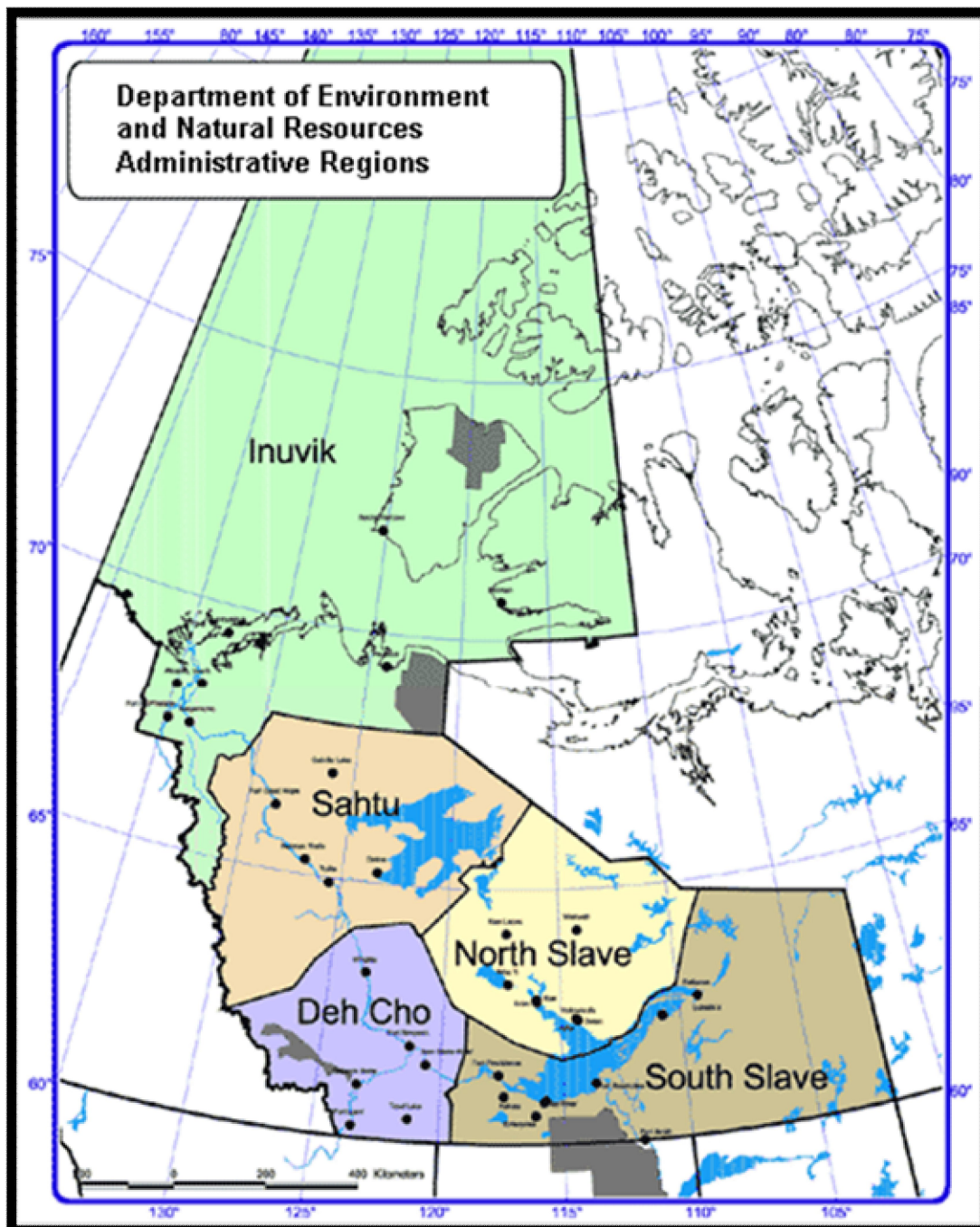


Figure 1.1 Régions administratives des Territoires du Nord-Ouest (Source : tiré de GNWT, s. d.)

En tant que territoire dans la fédération canadienne, les TNO jouissent d'un statut constitutionnel moindre que les provinces situées au sud du 60^{ème} parallèle. Alors qu'au sud la gestion des ressources non renouvelables des terres de la Couronne est de juridiction provinciale, elle est sous contrôle du gouvernement fédéral dans les TNO. Le transfert de ce pouvoir de gestion du gouvernement fédéral vers le gouvernement territorial est en cours de négociation. Cela dit, les territoires de la fédération canadienne disposent tout de même de pouvoirs substantiels. Le gouvernement des TNO a juridiction sur la santé, l'éducation, la culture, le bien-être social, les ressources renouvelables, les gouvernements locaux ainsi que sur la plupart des enjeux de transport. Il peut rédiger des lois pour la gestion de ces secteurs ou pour tout autre secteur dont il se voit déléguer la responsabilité. Malgré qu'une large part de son financement provienne du gouvernement fédéral, il peut en disposer selon ses propres priorités. Certaines organisations politiques autochtones disputent la légitimité du gouvernement territorial argumentant qu'il exerce un pouvoir qui leur appartient et que cette prise de pouvoir met un frein à leur relation « nation à nation » qu'ils entretiennent déjà avec le gouvernement du Canada. À travers le gouvernement des TNO, les gouvernements autochtones sont impliqués dans le développement de politiques et dans la délivrance de services aux peuples autochtones (White and al., 2007).

1.2 L'évaluation environnementale dans la région désignée des Inuvialuit

En août 1973, le gouvernement fédéral publie sa *Déclaration sur les revendications des Indiens et des Inuits* qui reconnaît le droit des autochtones à négocier et faire respecter leurs revendications territoriales (CRI, 2003). En succédant à la signature par les Cris de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ), les autochtones de la région d'Inuvik et du nord du Yukon ont été les seconds à bénéficier d'une entente découlant de cette déclaration (IRC, 2007). Le document résultant de l'accord entre le Comité d'étude des droits autochtones (CEDA) et le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) fût la Convention définitive des Inuvialuit (CDI) signée par les deux partis le 5 juin 1984 (AINC, 1984). Le territoire lié à cette Convention comprend la majeure partie de la région d'Inuvik ainsi que la côte au nord du Yukon (Joint Secretariat, s. d.a). Les objectifs principaux de la CDI peuvent se résumer de la manière suivante :

- a) sauvegarder l'identité culturelle et les valeurs des Inuvialuit au sein d'une société nordique en voie d'évolution;
- b) permettre aux Inuvialuit d'être des participants à part entière de la société ainsi que de l'économie nordique et nationale;
- c) protéger et préserver la faune, l'environnement et la productivité biologique de l'Arctique.

(AINC, 1984)

Selon la CDI, sont considérés comme Inuvialuit ceux « qui bénéficient de la Convention, compte tenu du règlement de leurs revendications fondées sur l'utilisation et l'occupation traditionnelles des terres de la région désignée, et qui sont représentés par le CEDA [...]».

En 2006, la fraction de la région des Inuvialuit incluse dans les TNO était d'une superficie de 521 708 km² et comptait un peu moins de 6000 habitants dont les trois quarts étaient d'origine autochtone (Statistiques Canada, 2008b). Lors de la négociation de la Convention, certaines parcelles de territoire ont été concédées aux habitants Inuvialuit et sont dorénavant de tenure privée (AINC, 1984). Dans ce chapitre, nous traiterons exclusivement du processus d'évaluation environnementale lié aux projets de développement sur les terres de la Couronne.

La figure 1.2 permet de situer la région désignée des Inuvialuit dans le Canada. Les polygones colorés correspondent aux terres où le fonds et le sous-sol sont gérés par l'Administration des terres des Inuvialuit. Les polygones rayés représentent les portions de territoire où le sous-sol demeure la propriété de l'État (EISC, 2004).

1.2.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles

C'est en 1986 qu'a été mis sur pied le Secrétariat conjoint de la région désignée des Inuvialuit dans le but d'offrir un support technique et administratif aux organisations jouant un rôle dans la gestion du territoire et de ses ressources (Joint Secretariat, s. d.b). Les paragraphes suivants décrivent les rôles que jouent chacune de ces organisations.

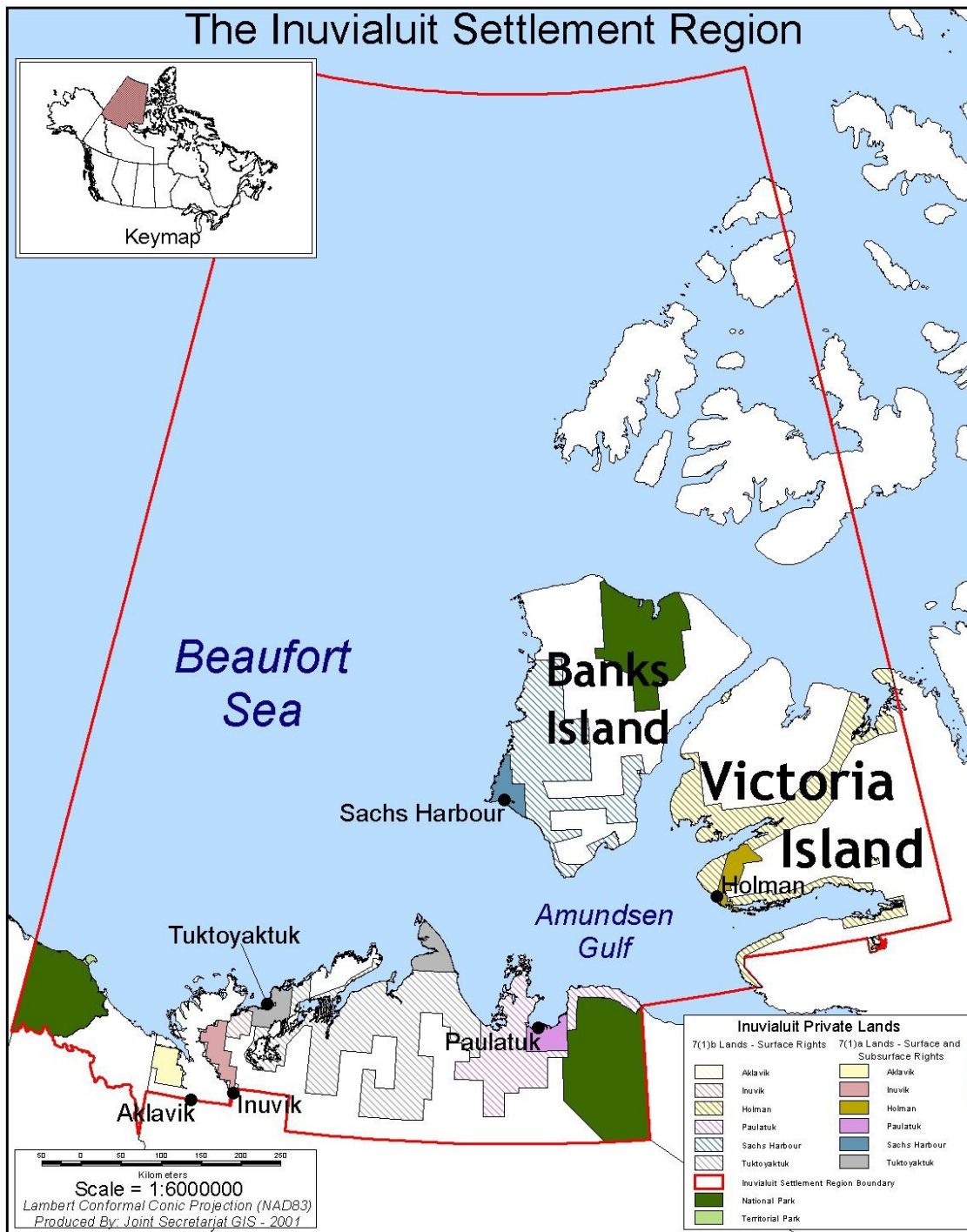


Figure 1.2 Région désignée des Inuvialuit (Source : tiré de Joint Secretariat GIS, 2001)

À la fin des activités de négociation de la Convention définitive des Inuvialuit (CDI) avec le gouvernement, les tâches conférées au Comité d'étude des droits autochtones (CEDA) ont été partiellement transférées au Conseil de gestion du gibier Inuvialuit (CGGI). Le CGGI représente les intérêts communs des habitants du territoire Inuvialuit en matière de gestion de la faune, d'aménagement du milieu naturel et de gestion des ressources renouvelables (EIRB, 2004). Chacune des six communautés Inuvialuit dispose d'un Comité de chasseurs et de trappeurs (CCT) composé de sept membres. Deux membres par CCT, soit un membre votant et un membre suppléant, seront élus et siégeront sur le CGGI. Le président élu par les membres du CGGI doit lui-même être membre d'un des six CCT (IGC, 2003). À son tour, le CGGI mandate certains de ses membres pour fins de représentation au sein des groupes de cogestion (Joint Secretariat, s. d.c). Un même membre peut siéger sur plus d'un comité de cogestion. Les frais d'administration et de fonctionnement du CGGI et des CCT sont couverts par le gouvernement des TNO (AINC, 1984).

Les groupes de cogestion sont composés à part égale d'autochtones de la région des Inuvialuit et de membres des gouvernements des TNO, du Yukon et du Canada. Chacun de ces groupes est présidé par un individu choisi par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), mais dont la nomination doit être entérinée par l'ensemble des membres du groupe (Joint Secretariat, s. d.c). Le président ne votera que pour trancher dans des cas litigieux où il ne semble pas y avoir d'entente possible entre les membres. Les recommandations apportées par les groupes de cogestion influencent les actions gouvernementales et, par le fait même, la gestion des ressources et des terres de la région (Joint Secretariat, s. d.a).

Le Conseil consultatif de gestion de la faune (CCGF) des TNO est composé de trois membres du CGGI, de deux membres du gouvernement des TNO, d'un représentant du gouvernement du Canada et d'un président indépendant. La production du Plan d'aménagement et de conservation des ressources renouvelables de la région des Inuvialuit a été l'une des activités principales du CCGF pendant de nombreuses années. En complément au plan régional, six plans locaux d'aménagement et de conservation des terres ont été développés afin de tenir compte des préoccupations des six communautés occupant cette région. De plus, le CCGF aide à guider les priorités de recherche gouvernementale provinciale et fédérale en matière d'aménagement de la faune et

participe au développement, au design, à la réalisation et à l'interprétation des résultats obtenus. De son côté, le Yukon a son propre CCGF (Joint Secretariat, s. d.a).

La Comité mixte de gestion de la pêche (CMGP) est composé de deux membres du CCGI, de deux membres de Pêches et Océans Canada et d'un président indépendant. Le CMGP a un rôle similaire au CCGF, mais concentre ses efforts sur la gestion et la conservation des stocks de poissons et de mammifères marins. Pour s'assurer de la prise en considération des utilisateurs de la ressource, le CMGP se déplace régulièrement dans chacune des communautés de la région des Inuvialuit afin d'intégrer les préoccupations des citoyens dans les prises de décision. Les rencontres avec les communautés facilitent l'établissement des priorités de recherche par le CMGP (Joint Secretariat, s. d.c). Pêches et Océans Canada défraient les coûts associés à la participation des citoyens Inuvialuit à ces rencontres (Joint Secretariat, 2003).

Le chapitre 11 de la CDI décrit la procédure opérationnelle du Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) et du Bureau d'examen des répercussions environnementales (BERE). Ces deux agences travaillent en étroite collaboration pour analyser les projets de développement proposés par les promoteurs (EIRB, 2004).

Le Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) est composé d'un président indépendant et de six membres, dont trois représentent le Comité de gestion du gibier Inuvialuit (CGGI) et les autres représentent respectivement les gouvernements des TNO, du Yukon et du Canada. Les membres sont mandatés pour une période de trois ans à la fin de laquelle ils peuvent se représenter. La principale fonction du CERE est de déterminer si les projets de développement prévus être réalisés dans la région sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux significatifs ou d'affecter négativement les activités liées à l'exploitation de la faune. Les promoteurs doivent soumettre une description du projet projeté au CERE. Le gouvernement ne peut émettre de permis ni permettre la réalisation d'un projet sans que le promoteur ait satisfait aux exigences de l'examen préalable dont le déroulement est administré par le CERE. Les activités assujetties varient de l'exploitation d'un plan d'eau à des fins touristiques à la construction de complexes pétrolifères. Devant l'incertitude liée à la nature et à l'intensité des impacts que pourrait occasionner l'implantation d'un projet dans la région ou, au

contraire, devant la certitude que son implantation induira des changements importants, le CERE peut exiger qu'une étude plus approfondie soit effectuée (EISC, 2004).

Le Bureau d'examen des répercussions environnementales (BERE) est l'une des entités à laquelle le CERE peut référer l'étude de tels projets. Un membre peut à la fois participer aux activités du CERE et du BERE. Le BERE est composé de six membres permanents représentant les mêmes organisations, et dans les mêmes proportions, que celles siégeant au CERE. Ses membres sont également mandatés pour une période de trois ans. Le BERE, tout comme le CERE, s'attend à ce que les individus qui y siègent contribuent aux délibérations comme des citoyens indépendants et non partisans (EIRB, 2004). Après évaluation, le BERE peut décider d'assujettir le projet au processus de révision public. Le président du BERE formera alors un panel de révision en nommant un président indépendant ainsi que quatre de ses membres permanents, dont deux Inuvialuit et deux fonctionnaires. Le représentant du gouvernement du Yukon sera exclu dans les cas où le projet est prévu être réalisé dans les TNO, et vice-versa. À la fin du processus de révision public qu'il conduira, le panel rendra sa décision, soit le refus ou l'approbation du projet sujet à certains termes et conditions (Joint Secretariat, s. d.a).

Le CERE et le BERE sont considérés administrativement comme une seule et même organisation. Lors de la signature de la CDI, le CERE et le BERE ont reçu le titre de fondation statutaire par le gouvernement fédéral, leur garantissant ainsi un financement annuel récurrent. Le budget opérationnel commun aux deux organisations est financé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) et est soumis aux Directives applicables au Conseil du Trésor (EIRB, 2004). Ce budget opérationnel couvre les frais associés au support administratif, soit la rémunération des employés du Secrétariat conjoint ainsi que toutes les dépenses fixes ou variables reliées au bon fonctionnement de celui-ci. Le ministère des AINC finance également la participation des représentants fédéraux aux activités du CERE et du BERE ainsi que les frais liés à la coordination de leurs activités par les présidents. Tel que mentionné plus haut, les coûts associés à la participation des représentants Inuvialuit, soit les membres du CGGI, sont couverts par le gouvernement des TNO (EISC, 2003).

La figure 1.3, illustre les relations qui existent entre les différentes organisations présentées dans cette section.

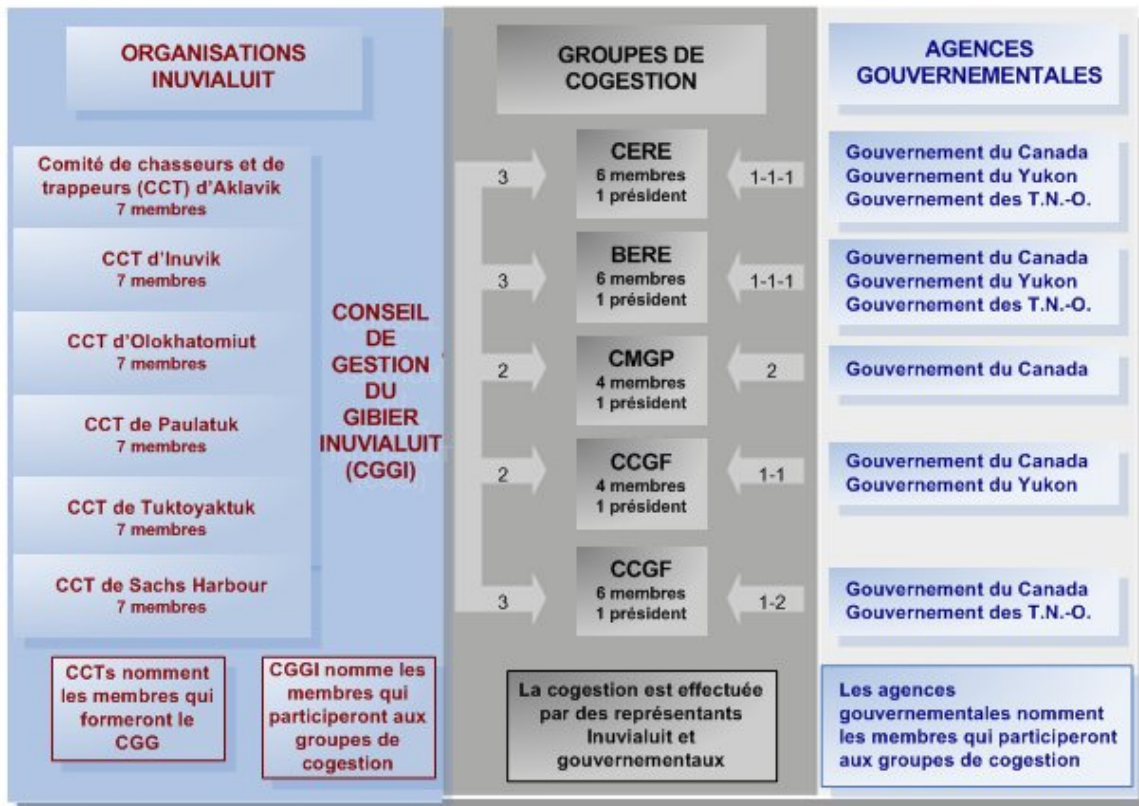


Figure 1.3 Relations entre les différents organismes participant à la gestion des ressources naturelles dans la région désignée des Inuvialuit (Source : modifié de Joint Secretariat, s. d.d)

1.2.2 L'examen préalable

Les membres du Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) se réunissent approximativement à toutes les cinq ou six semaines pour discuter des projets qui lui ont été soumis (EISC, 2004). Le CERE a rédigé un guide de directives et procédures pour faire connaître son processus d'évaluation de projets aux promoteurs, aux fonctionnaires ainsi qu'aux citoyens. Les principales composantes sont les suivantes.

Le guide de directives et procédures suggère fortement aux promoteurs de faire référence au plan régional ainsi qu'aux plans locaux d'aménagement et de conservation des ressources renouvelables dans le document de présentation du projet. Ces plans d'aménagement permettent au promoteur d'identifier les activités de chasse et

d'exploitation des ressources pratiquées dans le secteur du projet anticipé, de connaître les périodes auxquelles sont pratiquées ces dernières et de localiser les aires et les espèces sensibles aux perturbations. Au minimum, le promoteur doit s'entretenir avec les Comités de chasseurs et de trappeurs (CCT) qui risquent d'être affectés par les activités de développement. Selon l'ampleur du projet, le promoteur doit aussi considérer la consultation d'une audience plus large incluant le grand public, les comités d'aînés, les conseils de village et les corporations communautaires Inuvialuit. Pour le bénéfice du CERE, le promoteur doit résumer les éléments abordés lors des consultations et énumérer la liste des préoccupations exprimées par les organismes ou individus. Les modifications apportées à la proposition de projet originale ou les suggestions de changements envisagés doivent être facilement repérables dans le document de présentation du projet.

Une fois le document complété, une copie doit être déposée auprès du CERE ainsi qu'auprès des CCT susceptibles d'être interpellés par celui-ci. Les membres des CCT doivent disposer d'une période d'au moins 30 jours avant la réunion du CERE pour prendre connaissance du projet sans quoi les discussions liées à son étude pourront être reléguées à une date ultérieure. La lecture du document permet aux membres des CCT, représentés par le Conseil de gestion du gibier Inuvialuit (CGGI), de préparer leurs commentaires, questions et recommandations en vue de la réunion avec les membres du CERE. Dès le dépôt de la proposition de projet, le document est rendu disponible au public. Toute information supplémentaire et pertinente à l'examen du dossier sera inscrite dans les procès-verbaux du CERE et sera également rendue publique.

Lorsque le CERE considère la proposition de projet comme complète, celui-ci avise généralement le promoteur de son verdict à l'intérieur d'une période de 50 jours suivant le dépôt. Les départements gouvernementaux ayant les compétences pour autoriser le développement du projet recevront également une lettre les avisant du verdict. Les activités de délibération entre les membres du CERE demeurent privées, mais la décision finale est rendue publique.

Les verdicts possibles sont les suivants :

Le projet de développement...

- 1) n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs significatifs sur l'environnement et peut aller de l'avant sans étude approfondie;
- 2) si autorisé, et suivant les termes et conditions recommandés par le CERE, n'aura pas d'impact négatif significatif sur l'environnement et peut aller de l'avant sans étude approfondie;
- 3) pourrait avoir des effets négatifs significatifs sur l'environnement et doit donc subir une étude plus approfondie par le BERE, ou autre organisation jugée pertinente, avant que tout permis ne puisse être émis;
- 4) tel que proposé présente des lacunes importantes et requiert la présentation d'un autre dossier avant d'être considéré à nouveau.

Une fois le projet de développement approuvé par le CERE, les agences réglementaires sont responsables d'assurer le respect des conditions émises avec les permis et autorisations (EISC, 2004).

1.2.3 L'étude d'impact sur l'environnement

Le Bureau d'examen des répercussions environnementales (BERE) a rédigé un guide procédurale de révision publique pour la région des Inuvialuit. Toute étape subséquente au transfert de la proposition de projet du CERE au BERE est de nature publique (EIRB, 2004). À noter que, lorsqu'il le juge pertinent, le BERE peut demander à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et au ministère de l'Environnement fédéral de substituer sa procédure de révision publique pour celle décrite dans la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (L.C. 1992, ch. 37).

Une fois avisé du transfert du dossier, le BERE exigera du promoteur qu'il soumette une étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) dans laquelle les motifs qui le poussent à souhaiter la réalisation du projet seront expliqués. Un résumé des consultations effectuées auprès des communautés lors de la préparation de l'étude devra y être présenté. L'ÉIE doit faire état des impacts sociaux et environnementaux, immédiats ou

cumulatifs, que l'implantation du projet est susceptible d'engendrer dans la région. Des options alternatives plausibles doivent être suggérées et comparées à l'option choisie. L'ÉIE révélera les mesures d'atténuation des impacts et les mesures de protection de l'environnement envisagées par le promoteur. Les impacts résiduels projetés qui demeureront malgré l'implantation de ces mesures ainsi que le « scénario catastrophe » advenant l'échec de celles-ci doivent être présentés. Finalement, l'étude devra proposer des activités de suivi pour qualifier et quantifier les effets environnementaux engendrés par la réalisation du projet sur le milieu.

L'avis public annonçant le transfert de la proposition de projet du CERE au BERE invite les organisations et individus désirant prendre part à l'examen de révision publique à s'inscrire sur la liste des participants. Les participants inscrits recevront les documents nécessaires à l'évaluation du projet tel que le rapport d'examen préalable, la description du projet ainsi que l'ÉIE. Le public peut également accéder à l'ensemble de ces documents à la bibliothèque du Secrétariat conjoint localisée dans la communauté d'Inuvik. Les questions et commentaires relatifs au projet doivent être soumis par voie écrite au BERE qui les rendra public et les transmettra au promoteur. Le BERE sert d'intermédiaire afin d'éviter que les promoteurs ne reçoivent des questions et commentaires impertinents ou redondants. Dans le sens inverse, la formule est la même pour le promoteur qui souhaite offrir des explications au public. Lorsque les membres du BERE, les experts de soutien technique et les participants inscrits considèrent que l'ÉIE et autres documents de support sont satisfaisants, l'examen de révision publique peut se poursuivre avec la formation d'un panel de révision.

Le BERE nommera alors les membres qui siégeront sur ce panel. Toute organisation autochtone reconnue par une convention de revendication territoriale, et dont les terres sont périphériques au projet proposé, sera avisée par le BERE. Ces organisations bénéficient d'une période de 30 jours pour signifier leur intérêt à désigner un membre additionnel sur le panel de révision. Si tel est le cas, le gouvernement fédéral est en droit de désigner un nombre équivalent de membres afin de maintenir le panel équilibré.

Suite à la formation du panel, une seconde ronde de questions sera tenue entre les membres, les conseillers techniques, les participants, les représentants gouvernementaux et les promoteurs. Pour les projets dont les impacts potentiels seront jugés minimes par le

BERE, la période de questions - réponses s'étendra sur une période d'un minimum de 30 jours. À la fin de cette période le panel peut

- 1) Tenir une réunion ouverte au public résumant l'analyse du projet et y rendre sa décision;
- 2) Tenir une consultation publique pour approfondir un ou plusieurs enjeux;
- 3) Sans tenir de réunion, rendre sa décision basée sur l'information fournie par le promoteur et l'ensemble des participants au cours de l'examen de révision.

La Figure 1.4 illustre le processus de révision publique dans le cas de projets jugés à faibles impacts potentiels par le panel.

Pour les projets à impacts potentiels forts, une consultation publique sous forme de forum aura lieu. Une fois l'ÉIE acceptée et la tenue de l'audience publique publicisée, le promoteur, les participants inscrits, les représentants gouvernementaux, le panel de révision et ses employés disposeront d'une période d'un minimum de 60 jours pour préparer l'audience publique. Suite à la tenue de l'audience, le panel de révision se retire pour délibérer et doit rendre sa décision dans un court délai. L'aboutissement des échanges entre les membres du panel doit être rendu public par communiqué de presse.

L'autorité réglementaire doit prendre connaissance du rapport de révision rédigé par le BERE en considérant notamment les termes, conditions et mesures d'atténuation recommandées par ce dernier. L'autorité réglementaire correspond à un ou plusieurs département(s) ministériel(s) ayant les compétences requises pour autoriser le développement proposé. Il est de la responsabilité du gouvernement fédéral d'identifier celui ou ceux-ci avant que l'exercice de révision publique ne débute. Si l'autorité réglementaire a l'intention de rejeter ou désire modifier n'importe laquelle des recommandations contenues dans le rapport, elle doit se justifier sous forme écrite auprès du BERE dans une période de 30 jours suivant le dépôt du rapport. La décision finale prise par l'autorité réglementaire doit être communiquée par écrit à l'ensemble des partis ayant collaboré à l'examen de révision publique et doit être rendue publique (EIRB, 2004).

Sur près de 400 propositions de projet soumises entre 1998 et 2008, 92 % ont été acceptées suite à l'examen préalable, 2 % ont été transférées au BERE pour étude approfondie, 6 % ont été renvoyées aux promoteurs pour déficience et moins de 1 % ont

été refusées par le CERE. Le fort pourcentage d'acceptation suite à l'examen préalable pourrait s'expliquer par l'éventail très large de projets qui doivent être soumis au processus d'évaluation environnementale tels que des projets de recherche ou de production de film (EISC, 2008; 2007; 2006; 2005; 2003; 2002; 2001; 2000; 1999).

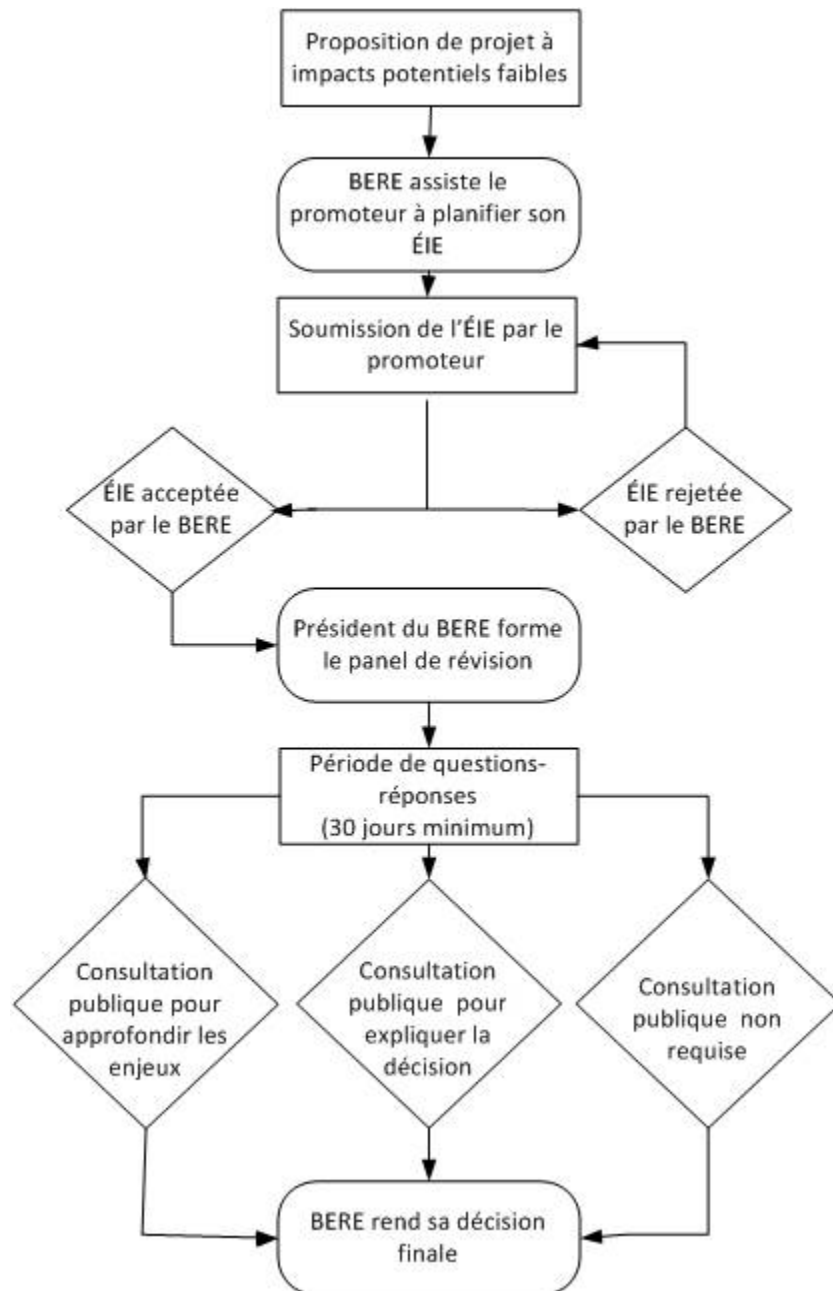


Figure 1.4 Processus de révision publique lorsque le projet est jugé à faibles impacts potentiels (Source : modifié de EIRB, 2004)

Suivant cette affirmation, il est permis de penser que le CERE possède l'expérience nécessaire pour évaluer l'impact du développement de tels projets sur l'environnement sans avoir à les reléguer à l'ÉIE.

1.3 L'évaluation environnementale dans la vallée du Mackenzie

Presque la totalité des régions administratives des TNO fait partie de ce qu'on appelle la vallée du Mackenzie, portion de terre sillonnée par le fleuve du même nom. Les régions administratives de Sahtu, Deh Cho, North Slave, South Slave ainsi qu'une partie de la région d'Inuvik appartiennent au bassin versant du fleuve Mackenzie (voir figure 1.5). La vallée du Mackenzie compte environ 37 000 habitants et couvre un territoire de 700 000 km². La moitié de ces habitants a élu domicile dans la ville de Yellowknife et est majoritairement non autochtone; l'autre moitié est plutôt autochtone et se partage le territoire occupé par les 29 autres communautés (White and al., 2007). Les projets majeurs de développement dans cette région sont généralement liés aux secteurs miniers et des énergies fossiles (AINC, 2004). Le projet de développement le plus connu et le plus controversé est sans aucun doute celui prônant l'installation d'un pipeline pour le transport de gaz naturel entre la mer de Beaufort et l'Alberta. Ce pipeline longerait le fleuve Mackenzie sur une distance de 1800 km (White and al., 2007).

C'est dans les années 1960 qu'ont été découvertes les réserves de gaz naturel en Arctique. En 1970, afin d'encadrer l'exploration pétrolière débridée et dommageable qui se pratiquait notamment dans le delta du Mackenzie, le gouvernement du Canada promulgue le Règlement sur l'utilisation des terres territoriales (C.R.C., ch. 1524) (McCrank, 2008). De multiples études environnementales, techniques et économiques découleront de son adoption notamment celles liées au projet du pipeline en partance de l'Arctique. À la même époque, le gouvernement fédéral demande qu'une commission d'étude se penche sur les impacts économiques et sociaux que pourrait engendrer son implantation. Le rapport, publié en 1977, conclut que le passage d'un pipeline dans la vallée du Mackenzie serait envisageable après avoir réalisé une nouvelle étude d'impact et réglé les revendications territoriales autochtones. Afin d'accorder le temps nécessaire aux promoteurs et au gouvernement pour remplir ces deux conditions, un moratoire de 10 ans sur la construction du pipeline est mis en place. Face à des protestations massives et

à des conditions économiques incertaines, le projet est finalement suspendu pour une période indéterminée (CBC, 2007). Depuis, les travaux de négociation ont repris; un panel de révision vaque présentement à la préparation d'un rapport d'examen sur les impacts socio-économiques et environnementaux. Le rapport est prévu être déposé à la fin de l'année 2009 (CBC, 2008).

Suite à la publication du rapport Berger en 1977, les discussions entourant les revendications territoriales autochtones se sont enclenchées. Tel que mentionné plus haut, la première convention à avoir été signée entre le gouvernement fédéral et des groupes autochtones des TNO était pour la région désignée des Inuvialuit (AINC, 1984). Depuis cette signature, trois autres ententes ont été conclues. La première est l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in, signée en 1992 (AINC, 1992). Moins d'un an plus tard, en juillet 1993, l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu était complétée (AINC, 1993). Dans cette même vague, la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie (LGRVM) est adoptée en 1998 (L.C. 1998, ch. 25). La LGRVM remplaçait en quelque sorte la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale qui s'appliquait jusqu'alors dans la vallée du Mackenzie. La LGRVM a été élaborée de manière à respecter les premières ententes qui avaient été signées ainsi qu'à faciliter les ententes à venir (AINC, 2004).

« La LGRVM permet l'établissement d'offices dont le rôle est de régler l'utilisation des terres et des eaux, de préparer les plans d'aménagement territorial à l'échelle régionale afin d'orienter les projets de développement, et enfin, de réaliser les évaluations et études environnementales des projets proposés dans la vallée du Mackenzie. » (AINC, 2007a)

La troisième entente à avoir été signée est l'Accord sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho (AINC, 2003). Cet accord s'applique à la région de Wek'èezhiï illustrée à la figure 1.5. Au moment de la rédaction de ce document, les Dénés des régions de Deh Cho et d'Akaitcho étaient en processus de négociation avec le gouvernement fédéral afin d'établir une entente pour chacun de leur territoire respectif (AINC, 2008b). Chacune des régions présentées à la figure 1.5 a ou aura éventuellement ses propres offices publics régionaux de gestion des ressources. À noter que le territoire couvert par le parc national Wood Buffalo a été exclu de toute négociation (L.C. 1998, ch. 25). Le processus d'évaluation des impacts sur l'environnement établi

selon la LGRVM consiste en trois étapes devenant progressivement plus détaillée de la première à la dernière. Elles sont l'examen préalable, l'évaluation environnementale et l'examen des impacts sur l'environnement. Vu l'ampleur du projet de pipeline dans la vallée du Mackenzie, un processus d'évaluation environnementale a été développé spécifiquement pour ce projet.



Figure 1.5 Limites administratives utilisées pour l'application des ententes de revendication territoriale actuelles et futures (Source : tiré de MVEIRB, 2008a)

1.3.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles

Suite à la signature d'ententes avec le gouvernement, les régions de Gwich'in, Sahtu et Wek'èezhìi ont mis en place leurs offices respectifs (AINC, 2007a). Dictée par la LGRVM, chaque région est dans l'obligation de mettre sur pied deux organismes de cogestion, soit un Conseil d'aménagement du territoire et un Office des terres et des eaux. Tout comme pour la région des Inuvialuit, le mot « cogestion » signifie que la moitié des membres de

chacun des offices est nommé par les groupes autochtones signataires des ententes, et l'autre moitié par les gouvernements provincial et fédéral. Le président de chacun des offices est quant à lui nommé par le gouvernement fédéral et doit faire l'unanimité parmi les membres. Le financement des opérations de l'ensemble des organismes de cogestion présentés ci-après est assuré en grande partie par le gouvernement fédéral (GRRB, 2009; MVLWB, 2008; MVEIRB, 2008b; GLUPB, 2007).

Les activités des Offices de gestion des ressources renouvelables (OGRR) se concentrent principalement autour de l'aménagement des forêts, des aires protégées, de la faune et de ses habitats. Ils financent, mènent et participent aux projets de recherche effectués sur leur territoire qui sont liés à ces domaines. Les OGRR ont été mis en place dans les régions où des ententes de revendication territoriale ont été conclues, soit sur les territoires Gwich'in, Sathu et Wek'èezhii. Les présidents des OGRR doivent être résidents de la région associée à l'office qu'ils coordonnent. À l'image des Comités de chasseurs et de trappeurs (CCT) de la région des Inuvialuit, les communautés de la vallée du Mackenzie ont aussi des Comités de ressources renouvelables locaux avec qui les OGRR échangent sur une base régulière (GRRB, 2009; WRRB, 2009; SRRB, 2006).

Les Conseils d'aménagement du territoire sont responsables de l'élaboration des plans d'aménagement dans lesquels on trouve les orientations que souhaitent prendre les régions en termes de conservation, de développement et d'utilisation des terres, des eaux et des autres ressources (MVEIRB, 2004). La conception des plans d'aménagement est en partie basée sur les connaissances scientifiques et le savoir écologique traditionnel (SÉT) détenu par les autochtones. À titre d'exemple, la préparation du plan d'aménagement pour la région de Gwich'in s'est déroulée sur une période de six ans pendant laquelle des consultations substantielles ont été effectuées, notamment auprès des communautés autochtones (GLUPB, 2003).

En plus de régir et d'administrer les demandes de permis pour l'utilisation des terres et des eaux, les Offices des terres et des eaux (OTE) examinent toutes les propositions de projet de développement touchant leur territoire respectif, au même titre que le Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) de la région des Inuvialuit. Dans l'exercice d'examen préalable, les OTE doivent, entre autres, prendre en considération le plan d'aménagement territorial de la région visée lorsque celui-ci est complété (MVEIRB,

2004). Lorsqu'approprié, d'autres organismes peuvent également être appelés à effectuer l'examen préalable. L'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie (OTEVM) intervient dans les régions où les négociations sur le territoire et l'autonomie gouvernementale sont en cours ou lorsqu'un projet chevauche plus d'une région (AINC, 2007a). Cet organisme veille également à ce que la réglementation régissant les terres et les eaux soit équivalente et compatible entre les régions (MVEIRB, 2004). Chaque OTE est représenté au sein de l'OTEVM (MVLWB, 2009).

Lorsqu'un OTE considère qu'un projet de développement est susceptible d'induire des impacts négatifs significatifs sur le milieu, ou fait l'objet de préoccupations chez le public, le projet est référé à l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM) (MVEIRB, 2004). L'OEREVM effectue une évaluation environnementale sur la proposition de projet qui lui est référée en identifiant et en évaluant les impacts écologiques, socio-économiques, culturels et environnementaux qui pourraient être induits par l'implantation de celui-ci (MVEIRB, 2008a). Suite à l'évaluation environnementale, l'Office d'examen recommande ou non l'approbation du projet, tel quel ou avec modifications. Lorsqu'il leur manque de l'information pour prendre une décision éclairée, les membres de l'OEREVM peuvent exiger qu'une étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) soit réalisée. Dans cette situation, un panel formé d'au moins trois personnes est mis en place (MVEIRB, 2004). Des membres de l'Office d'examen ainsi que des experts de différents domaines peuvent être appelés à siéger sur ce panel. Le nombre de membres nommés peut varier selon l'ampleur et la complexité du projet proposé, mais la proportion de membres autochtones et gouvernementaux doit demeurer la même (L.C. 1998, ch.25).

L'OEREVM a créé un guide de directives et procédures expliquant les différentes étapes à laquelle les propositions de projet de développement peuvent être soumises dans la vallée du Mackenzie. Ces étapes correspondent à l'examen préalable, l'évaluation environnementale et l'étude d'impact sur l'environnement.

1.3.2 L'examen préalable

Dans la vallée du Mackenzie, plusieurs organisations sont en droit d'effectuer l'examen préalable. L'examen préalable s'enclenche lorsqu'un promoteur dépose un projet de développement auprès d'une autorité réglementaire en vue d'obtenir son approbation pour procéder. L'autorité réglementaire qui reçoit la demande initie généralement l'examen préalable. Puisque la plupart des projets de développement exigent un permis d'utilisation des terres ou une licence d'exploitation de l'eau, l'Office des terres et des eaux (OTE) est généralement l'organisation sollicitée pour effectuer l'examen préalable. Lorsque plusieurs instances gouvernementales sont sollicitées par le promoteur pour l'obtention de permis, celles-ci peuvent décider 1) d'effectuer simultanément un examen préalable; 2) de déléguer la responsabilité à une seule organisation ou; 3) d'effectuer un examen conjoint.

Tout comme dans la région des Inuvialuit, une ronde de pré-consultation auprès des communautés susceptibles d'être affectées par le projet doit être effectuée par le promoteur. Les documents de présentation du projet doivent se conformer aux plans d'aménagement du territoire. Une fois la demande considérée comme complète et les consultations jugées suffisantes, l'autorité réglementaire annonce publiquement le dépôt de la proposition de projet. Les parties potentiellement intéressées, notamment les Premières Nations et les Conseils d'aménagement du territoire, sont contactées directement par l'autorité réglementaire. Le grand public est quant à lui mis au courant par le biais d'articles publiés dans les journaux et sur Internet. À partir de ce moment, ceux et celles désirant discuter de la proposition de projet, partager de l'information ou émettre des commentaires n'ont qu'à se manifester. L'autorité réglementaire tiendra à jour un registre public contenant les documents relatifs au projet. Une fois les commentaires et avis d'experts obtenus, l'autorité réglementaire analyse l'information compilée afin de créer une liste d'impacts que pourrait engendrer la réalisation du projet sur le milieu. Cette liste doit inclure les impacts sociaux, culturels et biophysiques et doit considérer l'effet anticipé des mesures d'atténuation proposées par le promoteur.

Lorsque la décision est rendue, le promoteur, les parties impliquées dans l'exercice d'examen préalable, l'OEREVM et le public sont avisés des raisons qui ont influencé la

décision. À noter que le projet sera jugé par les impacts qu'il risque d'induire sur le milieu en combinaison avec les impacts des projets passés, présents et futurs (impacts cumulatifs). Dans le cas où le rapport d'examen préalable est favorable au projet, mais que certains groupes continuent de croire que le projet a le potentiel de causer des impacts significatifs irrévocables, ce dernier peut être confié à l'OEREVM pour étude plus approfondie. Seul un nombre restreint d'organismes ont un tel pouvoir, soit

- L'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (même si le projet ne lui a pas été référé pour étude approfondie);
- Un organisme réglementaire (ex. OTE), l'Office national de l'énergie (ONÉ), une agence ou un département gouvernemental fédéral ou territorial;
- Le Conseil de bande des Gwich'in, le Secrétariat Sahtu Incorporé et le gouvernement tlicho (tous trois couverts par une entente de revendication territoriale);
- Un gouvernement local de la vallée du Mackenzie.

Un individu ou un groupe qui s'oppose à la décision rendue par l'autorité réglementaire en charge de l'examen préalable doit justifier sa position avec autant de détails que ce qui est trouvé dans le rapport d'examen (MVEIRB, 2004).

À partir du moment où le projet de développement est déposé auprès de l'autorité réglementaire, le processus complet d'examen préalable se boucle généralement à l'intérieur d'une période de 45 jours. Dans la vallée du Mackenzie, 95 % des projets sont autorisés suite à l'examen préalable (MVEIRB, 2008c). En moyenne, les OTEs reçoivent une cinquantaine de propositions de projets de développement par année dont environ trois sont transférées à l'OEREVM.

1.3.3 L'évaluation environnementale

Lorsqu'il reçoit les documents référés à la suite de l'examen préalable, l'OEREVM averti le promoteur et les participants potentiels qu'une évaluation environnementale débute. S'ils désirent participer, ces derniers doivent faire part de leurs intentions, et s'identifier comme 1- une partie directement affectée, 2- un intervenant ou 3- un membre du public.

L'ensemble des personnes inscrites fera partie de la liste de distribution des documents relatifs à l'évaluation environnementale. Au moment de l'envoi des lettres d'invitation, un avis public est également publié dans les journaux. Les personnes, groupes ou organismes susceptibles d'être directement affectés par le développement d'un projet peuvent participer activement aux différentes étapes du processus d'évaluation environnementale, de l'identification des enjeux jusqu'aux audiences publiques. Ceux-ci appartiennent généralement aux Premières Nations, à certains départements gouvernementaux ou aux organismes sans but lucratif. Les intervenants sont des personnes qui ne sont pas directement affectées par le projet, mais qui désirent malgré tout participer à l'évaluation environnementale. Les intervenants ont les mêmes droits que les parties directes intéressées et peuvent être, entre autres, des spécialistes souhaitant apporter des précisions sur des enjeux spécifiques ou encore des détenteurs de savoir écologique traditionnel (SÉT). Les membres du public, quant à eux, peuvent soumettre leurs commentaires.

Entre temps, l'OEREVM ouvre un registre public contenant les informations résultant de l'examen préalable, et y ajoutera tout document relatif à l'évaluation environnementale par la suite. Les enjeux principaux sont ensuite ciblés en se basant sur les informations suivantes : le rapport d'examen préalable, les impacts observés suite à l'implantation d'un projet similaire, la proximité d'aires sensibles au site de développement projeté et finalement, les enjeux soulevés par les participants. À partir des enjeux ciblés, l'OEREVM détermine le contenu du rapport d'évaluation que devra remettre le promoteur, et élabore un plan de travail contenant les principales étapes du processus d'évaluation qu'il entend effectuer. Ce document est envoyé à tous les participants pour fins de commentaires avant d'être finalisé. Le rapport décrira les enjeux, les impacts potentiels, les mesures correctrices envisagées et les effets cumulatifs possibles. Le promoteur pourra être questionné par l'OEREVM ou par les autres parties intéressées à une ou plusieurs reprises pendant le processus d'évaluation environnementale; ces moments sont généralement prédéterminés dans le plan de travail. Les questions sont d'abord soumises à l'OEREVM qui les transmettra ensuite au promoteur afin d'éviter que des questions inappropriées ou redondantes ne parviennent à celui-ci. Il est laissé à la discrétion de l'OEREVM de décider s'il y a nécessité de tenir des audiences publiques.

Une fois le rapport jugé complet, une révision technique est effectuée par les parties intéressées qui donnent leurs opinions sur le rapport et son contenu. Des experts peuvent être engagés s'il n'y a pas suffisamment de spécialistes parmi les participants. Des séances ou des ateliers de travail peuvent être organisés par l'Office d'examen dans le but de faciliter les échanges. Les comptes-rendus de réunions organisées à l'extérieur de ce contexte doivent être remis à l'OEREVM afin de les rendre disponible dans le registre public. Le rapport technique qui résulte de l'étude du rapport d'évaluation doit expliquer clairement la position des parties et les raisons qui les motivent à adopter une telle position.

Dans son rapport d'évaluation environnementale, l'Office d'examen rend ses recommandations, soit l'approbation du projet avec ou sans conditions, le renvoi de celui-ci à l'étude d'impact ou son rejet. L'Office doit décrire le chemin qu'il a parcouru pour arriver à ces recommandations. Le rapport d'évaluation est placé au registre public et soumis au ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) ou à l'Office Nationale de l'Énergie (ONÉ), selon la nature du projet. L'AINC, ou l'ONÉ selon le cas, distribue le rapport à tous les ministères concernés. L'une ou l'autre de ces organisations décidera ensuite si le rapport est acceptable avec ou sans modifications, et s'il relègue le projet ou non à l'étude d'impact. L'évaluation environnementale de la plupart des propositions de projet de développement se déroule généralement sur une période de huit mois.

1.3.4 L'étude d'impact sur l'environnement

Tel que présenté dans un des paragraphes précédents, lorsque l'étude des impacts potentiels d'un projet a besoin d'être approfondie, l'OEREVM nomme des membres pour former un panel. Chaque membre agit au nom des résidents de la vallée du Mackenzie non pas au nom de l'organisation ou groupe auquel il appartient. Le rapport d'évaluation environnementale sert de document de base à l'étude d'impact. L'office d'examen est celui qui précise le mandat et les responsabilités du panel.

Dans le cadre de l'étude d'impact, un programme de financement fédéral pour les participants est disponible et est géré par un comité indépendant. Ce comité déterminera

les montants jugés nécessaires pour assurer une participation adéquate, et élaborera les processus d'application et de sélection des bénéficiaires. Cette aide financière est distribuée en début de processus et permet aux intéressés, entre autres, d'engager des experts afin de bien comprendre le projet projeté. De plus, le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), en collaboration avec la Division de l'environnement et des ressources naturelles du gouvernement des TNO, a mis sur pied un programme d'aide provisoire à la gestion des ressources. Ce programme s'adresse aux Premières nations et aux Métis vivant dans les régions où il n'y a pas d'entente sur les terres et les ressources pour leur permettre de participer aux processus de réglementation, d'évaluation environnementale et d'application des lois et politiques en matière de gestion des ressources. Avec l'aide de ce financement, les groupes autochtones peuvent également offrir de la formation à certains de leurs membres (AINC, 2008c).

La portée de l'étude, le fonctionnement du panel, la nécessité d'audiences publiques et le contenu du rapport est déterminé par l'OEREVM après consultation avec les ministères concernés et les communautés autochtones potentiellement affectées. La portée de l'étude d'impact peut varier d'un projet à l'autre, dépendamment de la nature et de l'importance des points qui restent à clarifier suite à l'évaluation environnementale. Un programme de participation public identifiera les besoins linguistiques, les moyens de communication appropriés ainsi que les particularités culturelles et communautaires à considérer. Afin de répondre aux requêtes du panel, le promoteur produit une déclaration sur les impacts environnementaux. Pour le reste, le processus est fort similaire au processus d'évaluation environnementale. Comme dernière étape, le panel de révision produit son rapport et le remet à l'AINC ou à l'ONÉ. La décision rendue suite à l'étude d'impact est envoyée à toutes les parties concernées, incluant les Premières Nations (MVEIRB, 2004).

1.3.5 La vérification environnementale

L'article 148 (1) de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie (LGRVM) prévoit qu'une vérification environnementale indépendante doit être exécutée au minimum tous les cinq ans. La vérification a pour principaux objectifs d'évaluer la qualité de l'environnement, et d'examiner l'efficacité des mesures de contrôle et de la

réglementation à protéger l'environnement. Aussi, un suivi des recommandations qui auront été émises lors de l'exercice de vérification précédent devra être effectué. Il est du rôle du ministère des AINC de s'assurer de la tenue d'une telle vérification de manière périodique. Le processus de sélection du consultant se fait par appel d'offre et le candidat est choisi par les autochtones et les gouvernements. La première vérification environnementale a été effectuée en 2004-05 dans la vallée du Mackenzie créant ainsi un précédent canadien, nord-américain, et peut-être même mondial. L'obligation d'effectuer une vérification environnementale sur une base périodique a été reprise dans l'entente des Gwich'in (AINC, 1992), des Dénés et Métis du Sahtu (AINC, 1993) et des tlicho (AINC, 2003).

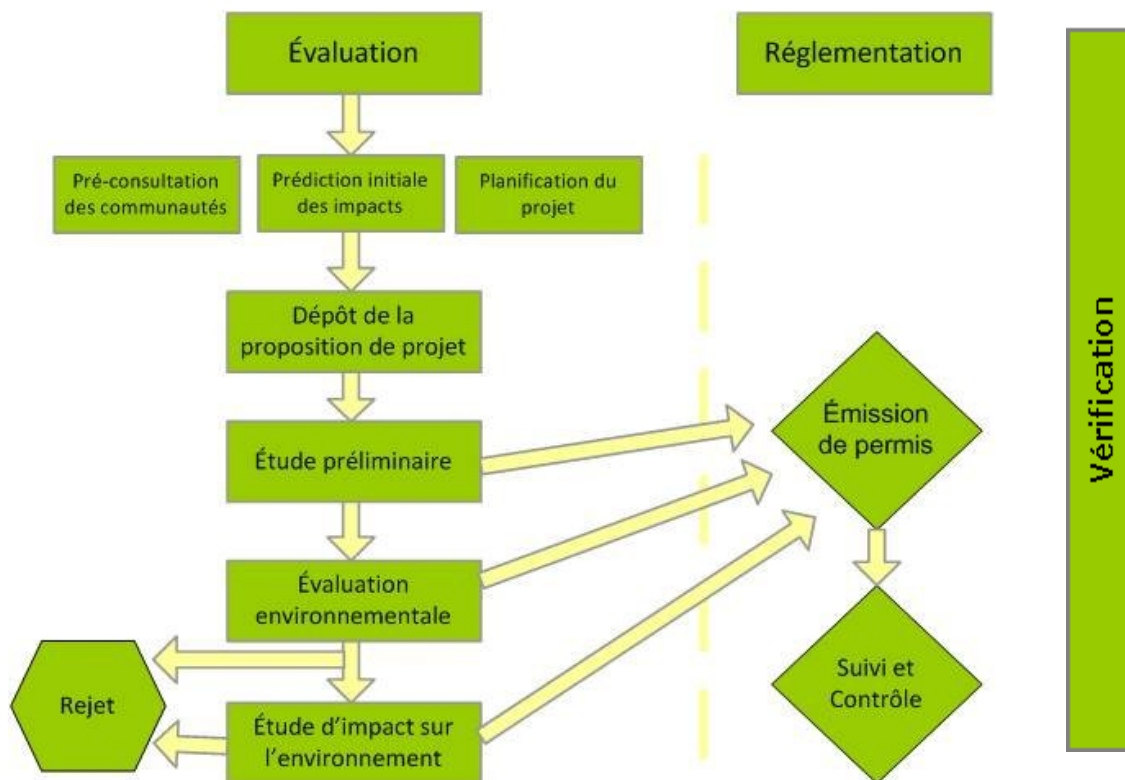


Figure 1.6 Aperçu du processus d'évaluation des impacts sur l'environnement appliqué dans la vallée du Mackenzie (Source : inspiré de MVEIRB, 2004)

1.4 L'évaluation environnementale au Québec

Pour fins de comparaison entre les processus d'évaluation environnementale appliqués aux TNO et ceux appliqués dans la province du Québec, un bref rappel de l'évaluation des projets assujettis à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., ch. Q-2) seront expliquées dans ce chapitre.

1.4.1 Les organisations impliquées dans la gestion des ressources naturelles

Comme le système d'évaluation des impacts sur l'environnement de la région des Inuvialuit et de la vallée du Mackenzie ont été inspirés de celui utilisé dans le cadre de la CBJNQ, la structure organisationnelle de cogestion est semblable. Afin d'alléger les comparaisons dans ce chapitre, seul le processus appliqué au sud du 55^e parallèle sur le territoire de la CBJNQ sera présenté. Au même titre que le Conseil consultatif de gestion de la faune (CCGF) et du Comité mixte de gestion de la pêche (CMGP), le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) administre et réglemente l'exploitation de la faune terrestre et aquatique sur le territoire auquel s'applique la CBJNQ. Dans le même sens, le Comité d'évaluation (COMEV) joue le même rôle que le Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) dans la région des Inuvialuit et que l'Office des terres et des eaux (OTE) dans la vallée du Mackenzie. Le mandat du Comité provincial d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX) et du Comité fédéral d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COFEX) est quant à lui similaire à celui du Bureau d'examen des répercussions environnementales (BERE) et de l'Office d'examen des répercussions sur l'environnement de la vallée du Mackenzie (OEREVM). Le tableau 1.1 présente les similitudes entre les groupes de cogestion des différentes régions. La rémunération et les dépenses de chacun des membres du COMEX et du COFEX sont aux frais de l'organisation qu'il représente. Le personnel administratif de soutien est rémunéré par les gouvernements (Gouvernement du Québec, 1998).

Le Comité consultatif sur l'environnement de la baie James (CCEBJ) a pour rôle de conseiller les instances gouvernementales en ce qui a trait à l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social de la CBJNQ. Ce régime s'applique entre autres au processus d'évaluation et d'examen des projets de développement incluant les mécanismes de participation des Cris à ce processus (CCEBJ, s. d.). La loi prévoit que le CCEBJ est tenu d'assurer le fonctionnement du COMEV à même le budget que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) met à sa disposition. Selon les dispositions de la CBJNQ et d'une entente administrative, le gouvernement du Canada doit rembourser à Québec la moitié des dépenses de fonctionnement du CCEBJ (MDDEP, 2002a).

Tableau 1.1 Comparaison des groupes de cogestion jouant un rôle dans le processus d'évaluation des impacts sur l'environnement pour les régions des Inuvialuit, de la vallée du Mackenzie et de la Baie-James

| | Rôles | Territoires du Nord-Ouest | | Québec |
|----------------------|---|---|---|---|
| | | Inuvialuit | Vallée du Mackenzie | Baie James (sud du 55e parallèle) |
| Groupes de cogestion | Administre et réglemente l'exploitation et la conservation des ressources fauniques | Conseil consultatif de gestion de la faune (CCGF) Comité mixte de gestion de la pêche (CMGP) | Offices de gestion des ressources renouvelables (OGRR) | Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) |
| | Effectue l'examen préalable des propositions de projet | Comité d'étude des répercussions environnementales (CERE) | Offices des terres et des eaux (OTE) | Comité d'évaluation (COMEV) |
| | Effectue l'étude approfondie des propositions de projet | Bureau d'examen des répercussions sur l'environnement (BERE) | Office d'examen des répercussions sur l'environnement de la vallée du Mackenzie (OERVM) | Comité provincial ou fédéral d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX/COFEX) |

Le chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) explique le processus mis en place pour veiller à la protection de l'environnement sur le territoire. Ce processus se divise en deux étapes distinctes : 1- l'évaluation préliminaire avec l'élaboration de directives et 2- l'examen.

Afin de remplir ses obligations, le gouvernement du Québec a mandaté le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) pour consulter les Premières Nations lors de projets de développement au sud du Québec. Ces consultations se déroulent généralement en amont du processus de consultation du BAPE qui s'adresse à un plus large public. Le SAA, organisme public, administre des programmes de financement pour les communautés autochtones qui désirent répondre aux consultations d'un projet particulier

ou qui désirent s'offrir une structure à plus long terme pour répondre à un ensemble de projets actuels ou futurs (Berrouard, 2008).

1.4.2 Le processus d'évaluation environnementale sur le territoire de la CBJNQ

Lorsqu'un promoteur souhaite instaurer un projet de développement sur le territoire de la CBJNQ au sud du 55° parallèle, celui-ci doit déposer une description de son projet auprès des représentants gouvernementaux. Ces derniers déterminent selon des critères préétablis si le projet doit être soumis au processus d'évaluation environnementale. Si tel est le cas, les documents seront remis pour étude au Comité d'évaluation (COMEY). Le COMEV doit évaluer l'information qui lui a été remise, consulter le public s'il y a lieu, et rendre ses recommandations quant à la portée et au déroulement de l'évaluation environnementale. Les représentants gouvernementaux doivent prendre en considération les recommandations, mais ne sont pas dans l'obligation d'accepter celles-ci s'il y a justification.

Une fois le promoteur avisé du verdict, ce dernier doit préparer une étude d'impact. Lorsque complétée, l'étude doit être remise aux représentants gouvernementaux qui les transmettront soit au COMEX ou au COFEX. Une fois l'étude d'impact soumise à l'un ou l'autre des comités d'examen, les communautés cibles peuvent, au cours d'une période de 30 jours, faire des représentations écrites ou verbales par l'intermédiaire de l'autorité locale ou régionale. En fin de processus, le comité d'examen transmet ses recommandations aux représentants gouvernementaux qui doivent consulter le document et prendre la décision finale (MDDEP, 2002b). Même s'il y a des consultations sur les projets, le chapitre 22 de la CBJNQ ne prévoit pas de mécanisme formel de consultation publique (CCEBJ, 2008).

1.4.3 Le processus d'évaluation environnemental au Québec méridional

Au Québec méridional, l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement oblige les promoteurs à faire une ou des demandes de certificat(s) d'autorisation avant d'entreprendre tout travail ou activité susceptible d'affecter l'environnement. Le ministère

du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) est l'entité gouvernementale responsable d'émettre ceux-ci. L'initiateur de projet doit donc déposer un formulaire auprès du MDDEP en donnant une description du projet et en indiquant les différentes exigences municipales ou autres regardant sa mise en place (MDDEP, 2008). En fonction de l'information obtenue, le MDDEP confirme ou infirme l'assujettissement du projet à l'étude approfondie. L'analyse de la demande de certificat est généralement complétée à l'intérieur d'une période de trois mois (MDDEP, 2002c).

Lorsque le projet est assujetti, il est demandé au promoteur de fournir une étude d'impact. Cette étude présentera le projet d'une manière plus détaillée, notamment en soulignant les impacts potentiels sur l'environnement et les alternatives envisageables. Quoique la consultation des communautés autochtones ne figure pas dans le processus général d'évaluation et d'examen des impacts pour le Québec méridional, l'ensemble des directives sectorielles spécifient la nécessité de consulter les Premières Nations lors de cette étape, de colliger les échanges avec les Conseil de bandes, et de transmettre toute modification faite au projet initial résultant des consultations (ex. MDDEP, 2008). Toutefois, cette information demeure informative pour le gouvernement puisqu'il est le seul à pouvoir s'acquitter de son obligation de consulter. Le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec (SAA) doit donc s'assurer que les consultations sont faites de manière adéquate. Le SAA peut aussi décider de faire la consultation lui-même et demander au promoteur d'y participer (Berrouard, 2008).

La Direction des évaluations environnementales, en collaboration avec d'autres ministères et organismes concernés, analyse l'étude d'impact et informe le ministre de l'avis de recevabilité. Le ministre décide si l'étude d'impact doit être référée ou non au BAPE pour diffusion publique. Les spécialistes du ministère analysent l'étude d'impact afin de conseiller le ministre sur son acceptabilité environnementale et sur la pertinence de réaliser le projet. Au terme de cette analyse, un rapport d'analyse environnementale est rédigé par la Direction des évaluations environnementales. Ce rapport et celui du BAPE, s'il y a lieu, constituent les deux documents majeurs auxquels se réfère le ministre de l'Environnement pour effectuer sa propre évaluation du projet et formuler ses recommandations au gouvernement (MDDEP, 2003).

2 ANALYSE DES PROCESSUS DE PARTICIPATION

La présente section comporte une analyse des processus d'évaluation environnementale présentés au premier chapitre. Afin de structurer celle-ci, cinq critères ont été retenus. Le premier vise à saisir la nature des rôles occupés par les autochtones dans ces processus ainsi que d'évaluer l'autorité réelle que ces rôles leur confèrent. Le deuxième critère permet d'apprécier la disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires à une participation effective des Premières Nations à l'évaluation environnementale des projets. Le troisième critère se fonde sur la diversité et la qualité des outils de communication utilisés pour favoriser les échanges et faciliter la diffusion d'information auprès des Premières Nations. Le quatrième critère examine le degré de succès obtenu par les organismes de gestion des ressources à intégrer le savoir écologique traditionnel (SÉT) dans les processus d'évaluation de projets. Le dernier et cinquième critère considère l'efficacité du suivi des impacts sur l'environnement suite à l'implantation d'un projet, et plus spécifiquement ceux affectant les communautés autochtones. Tout au long de l'analyse, des parallèles ou des comparaisons seront dressés entre les processus appliqués dans les TNO et ceux appliqués au Québec.

2.1 Nature et portée des rôles occupés par les autochtones

Dans la vallée du Mackenzie, le fait que les membres siégeant aux groupes de cogestion doivent agir de manière impartiale a semé et sème toujours la confusion chez les bénéficiaires des ententes de revendication territoriale. En fait, plusieurs citoyens autochtones ont cru ou croient toujours que les membres autochtones agissent à titre de représentants pour défendre leurs intérêts. Après avoir interviewés plusieurs citoyens et intervenants dans la vallée du Mackenzie, Armitage (2005) a constaté que l'ambiguïté entourant le mandat des membres autochtones siégeant sur les groupes de cogestion est une source potentielle de conflit. Quoique le principe soit le même dans la région des Inuvialuit, cette situation ne semble pas faire état d'une préoccupation aussi prononcée chez leurs citoyens autochtones. Sur le territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, les membres autochtones présentent l'opinion du Grand Conseil des Cris (Delisle, 2009).

Une partie de la population de la vallée estime que les décisions prises par l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM) sont influencées par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). Les soupçons sont d'abord fondés sur le financement transféré chaque année du ministère à l'OEREVM (MVEIRB, 2008b). Le maintien du pouvoir final de décision par le ministère des AINC contribue également à alimenter cette méfiance (MVEIRB, 2004). Dans le document *La voie de l'amélioration – Examen du régime de réglementation dans le Nord*, un représentant spécial du ministère des AINC invoquait que :

« Le gouvernement fédéral (AINC) devrait reconnaître qu'il appartient à l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM) de formuler les recommandations finales en ce qui a trait aux enjeux qui relèvent de ses compétences. » (McCracken, 2008)

La demande d'un tel changement peut être justifiée par la participation de membres des gouvernements fédéral et territorial sur les groupes de cogestion tel l'OEREVM.

En 2005, l'OEREVM déplorait que seule une fraction des recommandations émises dans ses rapports d'examen est réellement mis en place, et que les suggestions supplémentaires visant à réduire les impacts des projets sur le milieu sont souvent ignorées (MVEIRB, 2005a). Dans l'optique de l'OEREVM, une fois le rapport d'évaluation environnementale accepté, toutes les mesures contenues dans celui-ci devraient être implantées. Si tel n'est pas le cas, alors la décision d'approbation du projet par l'OEREVM ne serait plus valide puisque chaque mesure proposée est conçue pour prévenir un impact spécifique.

Le processus de négociation menant à l'adoption de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie (LGRVM) a pris considérablement de temps. Les groupes autochtones dont les revendications territoriales n'étaient pas encore réglées au moment du développement et de l'adoption de la LGRVM voient l'application de ses dispositions comme une imposition du gouvernement (White and al., 2007). Pourtant, la LGRVM a été conçue de manière flexible afin de faciliter les négociations entre les groupes autochtones et le gouvernement pour les ententes à venir. D'un autre côté, cette flexibilité a engendré le dépôt de plaintes de la part des promoteurs envers les gouvernements dû à la

complexité du processus, à son manque de consistance entre les régions et à l'intérieur même de celles-ci. Le fait que des ententes soient encore en cours de négociation amplifie la complexité et l'incertitude du régime (McCracken, 2008).

Le processus d'évaluation environnementale dans la région des Inuvialuit est beaucoup plus intégré que celui de la vallée du Mackenzie. Son processus étant basé sur une structure de gestion horizontale, les membres du Conseil de gestion du gibier Inuvialuit (CGGI) qui siègent aux groupes de cogestion sont les mêmes qui sont en contact direct avec les communautés via les Comités de chasseurs et de trappeurs (CTT). La figure 1.3 à la section 1.2.1 illustre bien cette structure. En partant d'une base commune, les positions prises par les membres Inuvialuit sont généralement plus consistantes, plus claires et plus prévisibles que celles adoptées dans la vallée du Mackenzie. Ceci a pour effet de donner plus de crédibilité aux membres et aux groupes de cogestion, résultant en un plus grand respect des promoteurs envers le processus en place. La faible population habitant cette région, la dominance des peuples autochtones et la faible diversité parmi ceux-ci (Innu et Gwich'in) favorisent également le consensus.

Sur le territoire de la CBJNQ, le degré de satisfaction des autochtones et des promoteurs est relativement élevé (Delisle, 2009) quoiqu'il puisse varier d'un projet à un autre et d'une communauté à une autre (Berrouard, 2009). Depuis les arrêts *Haïda* et *Taku River* rendus par la Cour suprême du Canada en 2004, les autochtones du Québec méridional sont davantage consultés qu'ils ne l'étaient par le passé (*Id.*). La première version du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* (SAA, 2006) ne semblait pas satisfaire les exigences des Premières Nations concernées (IDDPNQL, 2005). Toutefois, une nouvelle version du *Guide* sera publiée prochainement par le SAA; ce nouveau document satisfera peut-être davantage les attentes des Premières Nations face au processus de consultation. Présentement, les autochtones sont consultés via les conseils de bande en amont du processus de consultation public du BAPE (Berrouard, 2008). Le rôle des autochtones dans le processus d'évaluation environnementale est beaucoup moins participatif qu'à la Baie-James et que dans les TNO. Pour les projets de moindre envergure où les droits des autochtones ne semblent pas être touchés, les autochtones sont consultés au même titre que tous les autres citoyens québécois. Dans la vallée du Mackenzie et dans la région des Inuvialuit, les autochtones sont impliqués dans la confection des plans d'aménagement du territoire. Au sud du Québec, il n'y a pas

de dispositions particulières de consultation des autochtones à ce niveau, à l'exception de l'aménagement sur les réserves indiennes. Il faut préciser que des ententes telles que la CBJNQ et la CDI n'ont pas été conclues dans le sud du Québec, avec pour conséquence des procédures de consultation moins définies.

2.2 Disponibilité des ressources humaines et financières

Quoique la LGRVM ait donné la possibilité aux communautés de participer à un niveau plus élevé dans le processus d'évaluation environnementale, la structure mise en place ne leur a pas donné nécessairement la capacité de le faire correctement (MVEIRB, 2005a). En fait, il y a sur-sollicitation de l'ensemble des intervenants y prenant part. Ceci peut s'expliquer soit par une structure inadéquate ou un manque de capital humain ou financier.

Bien que le Bureau de la vérificatrice générale du Canada ait soulignée la participation active des ministères fédéraux aux groupes de cogestion (BVGC, 2007), il demeure que le gouvernement tarde souvent à remplacer ses membres dont le mandat est échu. De telles circonstances ont été observées de manière récurrente aux cours des années et ce, autant dans la région des Inuvialuit que dans la vallée du Mackenzie (MVEIRB, 2009a; MVEIRB, 2008b; 2006a; 2002; MVLWB, 2008; 2006; EISC, 2005; 2001). Le gouvernement territorial a aussi fait défaut à quelques reprises (EISC 2005; 2003; 2002). Ces situations ont pour effet de déséquilibrer les groupes de cogestion, de réduire la légitimité des décisions prises par ceux-ci et peut même retarder la prise de décision par faute de quorum (McCracken, 2008). L'absence de membres provenant des gouvernements réduit l'accessibilité des groupes de cogestion aux connaissances et à l'expertise détenues par ces fonctionnaires et leurs ministères. Dans la vallée du Mackenzie, les Premières Nations ont également manqué quelques fois à l'appel (MVLWB, 2008; 2007; MVEIRB, 2007; 2005a; 2000). Les nombreux comités auxquels les autochtones sont appelés à participer, l'énormité du territoire et leur faible population a vite fait de limiter leur capacité à participer au processus de manière adéquate. L'augmentation du nombre de propositions de projet déposées auprès des autorités réglementaires au cours des dernières années et la complexité de ces projets ont contribué à amplifier le phénomène (MVEIRB, 2005a; SENES Consultants, 2005).

L'OEREVM affirme qu'il est sous-financé et que les fonds qui lui sont accordés par le gouvernement fluctuent sensiblement d'une année à l'autre ce qui a pour effet de compliquer la planification et la gestion de projets par celui-ci (MVEIRB, 2008b).

Les comités travaillant pour le territoire de la CBJNQ ont également eu leur lot de retards dans la nomination de leurs membres. Quoique ces conditions aient parfois pu complexifier le fonctionnement des comités, cela ne les a jamais empêché de poursuivre leurs activités. En général, les comités reçoivent les fonds nécessaires pour effectuer convenablement leur travail (Berrouard, 2009). Au sud du Québec, il n'y a aucune source provinciale de financement pour favoriser la participation des autochtones aux études de projet (Delisle, 2009). Cependant, lorsque le gouvernement fédéral est impliqué dans le processus d'évaluation environnementale, les autochtones peuvent recevoir certains montants via le Programme d'aide financière aux participants de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE, 2009).

Tel que mentionné précédemment pour la vallée du Mackenzie, la longueur du traitement des dossiers a, entre autres, provoqué la grogne chez les promoteurs de projets. Les pressions exercées sur le ministère des AINC a poussé ce dernier à commander une étude spéciale de laquelle a découlé le rapport *La voie de l'amélioration – Examen du régime de réglementation dans le Nord*, publié en mai 2008 (McCracken). Suite à l'analyse des commentaires recueillis lors d'entretiens avec les promoteurs et les différentes organisations autochtones, gouvernementales et de cogestion, l'auteur a émis plusieurs recommandations et suggestions. L'une d'entre elles propose de faire de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie (OTEVM) l'unique organisation autorisée à recevoir les propositions de projet pour la vallée. Les offices régionaux seraient quant à eux strictement chargés de faire appliquer la réglementation. Cette proposition semble être raisonnable puisque l'ensemble des membres des panels régionaux siègent déjà à l'OETVM (MVLWB, 2009). Les prises de décision seraient davantage centralisées, mais les régions avec une plus faible densité de population risqueraient de gagner en crédibilité. Ces mêmes régions bénéficieraient d'un accès à un plus grand bassin d'experts pour l'examen préalable des projets proposés sur leur partie de territoire. Lors d'un atelier de travail organisé par l'OEREVM (MVEIRB, 2006b), il a été reconnu que les petites communautés sont souvent susceptibles de subir les plus grands impacts des projets, mais qu'elles sont aussi les moins bien outillées pour y faire face. La population des TNO est dispersée inégalement dans la vallée; les deux plus grandes villes,

Yellowknife et Hay River, se trouvent toutes deux dans la région d'Akaiicho, laissant moins de 16 000 habitants dans les quatre autres régions.

Un autre point important à considérer est que certaines régions de la vallée du Mackenzie n'ont pas encore conclues d'ententes avec le gouvernement et que bon nombre d'entre elles n'ont pas encore élaborées de plan d'aménagement du territoire. Les OTE et l'OEREVM doivent donc compenser ce manque d'information en évaluant, projet par projet, l'acceptabilité de leur réalisation dans des régions sensibles. Afin d'alléger la tâche de ces organismes de cogestion, le règlement des demandes de revendication territoriale et l'achèvement des plans d'aménagement du territoire devraient être l'ultime priorité des autochtones et des gouvernements (McCracken, 2008). Le gouvernement fédéral a également sa part de responsabilité dans les délais associés à l'évaluation des projets puisque certains rapports d'évaluation traînent pendant des années sur les tablettes du ministère des AINC avant d'être évalués (MVEIRB, 2009a).

Il est vrai que les communautés souhaitent être consultées dès le début du processus d'analyse des projets. Cependant, la multiplication des rencontres n'est pas une mesure de succès. Les agendas de certaines communautés sont davantage remplis par les rencontres de consultation qu'ils ne le sont par leurs propres événements communautaires. Les citoyens autochtones sont donc contraints à cibler les rencontres qu'ils croient être les plus significatives pour leur milieu. Toutefois, selon ces derniers, ces rencontres ne donnent souvent que très peu de résultats mesurables ajoutant au sentiment de fatigue. Aussi, les organisations locales dédiées à l'évaluation des impacts socio-économiques souhaiteraient avoir plus de ressources et d'opportunités pour pouvoir exprimer leurs perspectives (MVEIRB, 2005b). L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) fait le même reproche au gouvernement du Québec, jugeant que les objectifs de consultation sont souvent ambigus et qu'il y a un manque de ressources humaines et financières pour assurer une participation adéquate (IDDPNQL, 2005).

La mise en place du processus d'évaluation environnementale de la région des Inuvialuit a précédé de près de 15 ans celui instauré dans la vallée du Mackenzie. Pendant ces années, la relativement petite et peu peuplée région des Inuvialuit a su s'ajuster aux défis financiers et humains qu'a engendré la mise en place d'un processus d'évaluation

environnementale public qui leur est propre. D'abord, en faisant la lecture des rapports annuels d'activité, il semble que la plupart des projets soumis à l'évaluation environnementale soient analysés à l'intérieur des délais suggérés dans les guides de directives et procédures du CERE et du BERE. Au cours des dix dernières années, la majorité sinon la totalité des propositions de projet ont été analysées par le CERE à l'intérieur d'une période de 60 jours (EISC, 2008; 2007; 2006; 2005; 2003; 2002; 2001; 2000; 1999). Les périodes d'évaluation prolongées s'expliquent habituellement par une demande supplémentaire d'information auprès du promoteur (ex. EISC, 2006; 2005). De plus, les budgets de fin d'année fiscale des deux organismes sont toujours balancés et génèrent souvent même des surplus (ex. EISC, 2008; 2003; 1994).

Contrairement à certaines régions de la vallée du Mackenzie, les plans d'aménagement et de conservation des ressources des communautés de la région des Inuvialuit ont tous été finalisés entre les années 1991 et 1994 (CA and al., 2000; CH and al., 2000; CI and al., 2000; CP and al., 2000; CSH and al., 2000; CT and al., 2000). En 1988, un plan régional d'aménagement était publié par le Conseil consultatif de gestion de la faune (CCGF) et le Comité mixte de gestion de la pêche (CMGP) afin de donner une ligne directrice aux communautés quant à l'élaboration de leurs plans locaux. En moins de 10 ans, l'ensemble des plans d'aménagement étaient complétés, facilitant ainsi la tâche aux groupes de cogestion chargés d'évaluer les propositions de projet se présentant sur leur territoire. Au Québec méridional, les plans d'aménagement sont élaborés par les municipalités régionales de comté et les autochtones peuvent s'impliquer au même titre que tous les autres citoyens (Delisle, 2009). Le territoire couvert par la CBJNQ a été divisé en trois catégories selon lesquelles les droits d'usage diffèrent (Gouvernement du Québec, 1998). La municipalité de la Baie-James gère également quelques portions de territoire (Berrouard, 2009).

2.3 Diversité et qualité des outils de communication utilisés

Les deux organisations principales de la vallée du Mackenzie ayant des obligations directes dans le processus d'évaluation environnementale sont les Office des terres et des eaux (OTE) et l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM). Chacune d'entre elles a développé des outils de

communication pour divulguer de l'information au public et pour l'éduquer sur le processus d'évaluation environnementale qui s'applique dans leurs régions. L'OEREVM est sans doute l'organisme qui s'est le plus démarqué en ce domaine. D'abord, l'OEREVM publie chaque mois un bulletin d'information nommé le *Valley Talk*. On y présente les projets en cours d'évaluation à l'OEREVM, leur localisation et des articles éducatifs (MVEIRB, 2009c). Le bulletin d'information est populaire (plus de 500 inscriptions en avril 2009), est disponible en format électronique et format papier dans les communautés (Haefele, 2009; Simpson, 2009). L'ensemble des documents publiés par le MVEIRB peuvent être consultés en ligne ou reçus par la poste sur demande (MVEIRB, 2009c). Le bulletin comporte environ six pages et la présentation de l'information est attrayante et claire (MVEIRB, 2009a).

L'OTEVM publie également un bulletin d'information nommé *News of Our Land* dont le nombre de publications varie d'une année à l'autre. On y trouve entre autres les statuts de demande de permis pour l'ensemble de la vallée (MVLWB, 2005). Le bulletin est disponible en version papier au bureau de l'OETVM à Yellowknife. Les demandes de permis sont annoncées chaque semaine dans le journal *NWT News North* distribué dans les 33 communautés des TNO (MVLWB, 2006).

Le Comité consultatif pour l'environnement de la baie James (CCEBJ) publie également un bulletin d'information à une fréquence qui varie d'une année à l'autre dans un format basique. Le bulletin présente une série d'information sur la législation relative à la gestion de l'environnement, sur les événements d'intérêts à venir, sur la publication de guides ou d'outils pertinents et fait une brève revue de presse. La région désignée des Inuvialuit et le Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE) du Québec n'offrent pas de tels bulletins.

En plus de donner la possibilité de s'inscrire au *Valley Talk* par voie électronique, le MVEIRB offre la possibilité aux citoyens de recevoir directement dans leur boîte courriel des mises à jour sur les propositions de projet de leur choix. Une carte interactive sur le site Internet permet de situer les projets en cours d'étude (voir figure 2.1). En cliquant sur un des points jaunes, une fenêtre apparaît indiquant le nom du projet et le nom du promoteur associé. En cliquant sur cette fenêtre, l'utilisateur est dirigé vers le registre public où l'ensemble des documents liés au projet peuvent être consultés. Les étoiles indiquent

la présence de bureaux d'OTE où ces mêmes documents peuvent être consultés en format papier (MVEIRB, 2009c).

Vu l'éloignement des communautés, l'OEREVM offre la possibilité à ses citoyens d'écouter les audiences publiques par un système de conférence téléphonique. Cette option requiert toutefois une ligne téléphonique dans une salle communautaire ainsi qu'un bon système de son ce qui n'est pas toujours le possible d'obtenir dans les communautés éloignées. Les promoteurs et les agences gouvernementales tiennent généralement des audiences publiques dans chacune des communautés qui risquent d'être affectée par le projet (Haefele, 2009). Récemment, cette même organisation a rendue disponible un cédérom comprenant toute la documentation relative aux évaluations d'impacts sur l'environnement ayant eu cours dans la région depuis 1999. Ces documents incluent des mémoires, des guides, des résumés d'ateliers de travail, etc.

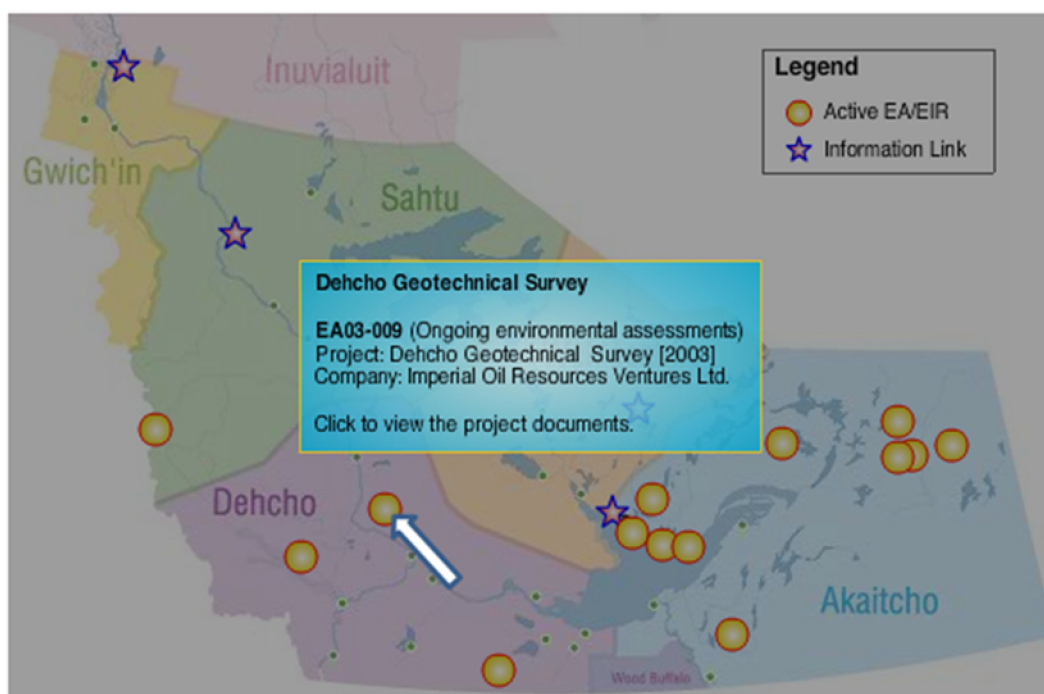


Figure 2.1 Carte interactive accessible sur le site Internet du MVEIRB (2009c)

L'OTEVM tient également un registre public, mais sous forme de tableaux. Le logiciel utilisé pour la carte interactive est beaucoup moins intéressant que celui utilisé par le MVEIRB. La navigation dans le registre public de l'OTEVM est difficile. Les registres

publics des OTE régionaux du Wek'èezhii, du Sahtu et de Gwich'in se trouvent sur le même site que celui de l'OTEVM.

Le Secrétariat conjoint de la région des Inuvialuit tient un registre public primaire dans lequel des hyperliens mènent aux documents relatifs aux propositions de projet. Progressivement, les sites Internet du CERE et du BERE seront dissociés de celui du Secrétariat conjoint. Ces deux sites – www.screeningcommittee.ca et www.eirb.ca – incluant leur registre public sont présentement en construction. Pour le moment, il est possible d'y consulter des documents informatifs de base incluant les guides de procédures et les plans d'aménagement locaux des différentes communautés. Les promoteurs sont avertis de ne pas se fier uniquement à l'utilisation d'Internet pour communiquer avec les citoyens et les intervenants de la région puisque le service y est plus ou moins fiable.

Le BAPE tient également un registre public. Les titres des projets sous évaluation sont présentés sur la page d'accueil. En cliquant sur l'hyperlien, il est possible d'accéder à l'ensemble des documents associés au projet et de s'informer sur les rencontres de consultation à venir. Les documents archivés sont classés par thèmes et par dates. Quoique l'information trouvée dans le registre soit adéquate, il serait intéressant qu'une carte interactive à l'image de celle présentée par l'OEREVM soit rendue disponible en ligne et que les archives soient classées par région administrative. Ainsi, il serait plus facile pour les citoyens, incluant les Premières Nations, de se renseigner sur les projets de développement qui sont planifiés dans leur milieu. Quant aux plans régionaux d'aménagement du territoire, ces derniers peuvent être consultés auprès des municipalités régionales de comté.

Récemment, dans le cadre de l'évaluation du projet de construction d'un barrage sur la rivière Romaine, le président de la commission du BAPE a refusé la diffusion en direct d'une audience publique. Alors que cette méthode a été utilisée pour le projet hydroélectrique de la rivière Rupert en 2006, il n'y a aucune raison de ne pas tirer avantage de cette technologie. La diffusion d'audiences publiques par Internet a même été utilisée récemment de manière interactive, c'est-à-dire en permettant aux citoyens de questionner le promoteur via courriel ou téléphone (Francoeur, 2008). Les radios communautaires, les journaux locaux et la *CBC North* sont les médias les plus utilisés

pour transmettre de l'information ou pour communiquer avec les autochtones de la région de la CBJNQ. Le registre public de cette même région peut être consulté à l'intérieur du site Internet du MDDEP (2002d). La mise à jour du site a parfois été négligée au cours des années, mais l'ensemble des informations sur les dossiers actifs et passés devrait normalement s'y trouver (Berrouard, 2009).

Le guide contenant les procédures liées à l'évaluation environnementale dans la vallée du Mackenzie est disponible sur le site Internet de l'OEREVM en version longue et résumée. La version résumée a été traduite en cinq langues autochtones, en anglais et français. L'OEREVM a aussi rédigé un guide visant à sensibiliser l'ensemble des intervenants aux impacts socio-économiques et à encourager leur évaluation au moment du développement des propositions de projets. Pour chacune des étapes du processus d'évaluation environnementale, les rôles et responsabilités de chacun des intervenants généralement impliqués dans ce processus sont expliqués. Ce guide précise également les attentes qu'a l'OEREVM envers le promoteur en ce qui a trait à l'évaluation des impacts socio-économiques, incluant l'atteinte aux aspects culturels des communautés. Dans le même ordre d'idées, un guide pour favoriser l'incorporation du savoir écologique traditionnel (SÉT) a été développé. Son contenu sera abordé dans la section suivante. L'OEREVM souhaite traduire les sommaires de tous ses guides dans les cinq langues Dénés pratiquées aux TNO (MVEIRB, 2009b). L'OEREVM est présentement en train de collecter et colliger des informations dans le but de publier un guide sur l'évaluation des impacts culturels (Simpson, 2009). Les membres de l'OEREVM présentent des conférences et tiennent des kiosques dans des événements communautaires et industriels. Cette présence a pour objectif de mieux faire connaître le rôle de l'OEREVM dans la vallée du Mackenzie et d'expliquer les différentes étapes du processus d'évaluation environnementale qui y a cours (ex. MVEIRB, 2009d). Pour la région désignée des Inuvialuit, les guides de procédures du CERE et du BERE sont disponibles sur le site Internet. En 2002, ces deux organisations ont publiés des guides pour aider les promoteurs et les membres des groupes de cogestion à évaluer et considérer les impacts cumulatifs potentiels des projets sur leur région (Kavik-Axys, 2002a; 2002b).

2.4 Intégration du savoir écologique traditionnel

Selon Delisle (2008), « le savoir écologique traditionnel peut se définir comme un ensemble cumulatif de connaissances et de croyances transmises de génération en génération par la culture et l'expérience sur le terrain ». Au Canada, il n'existe que quelques exemples en évaluation environnementale où des études visant à colliger le savoir écologique traditionnel (SÉT) des autochtones ont été complétées (Fowler, 2008). Ces études sont généralement effectuées par un consultant ou encore par les Premières Nations concernées, souvent aux frais du promoteur. Elles sont d'excellentes sources d'information permettant aux promoteurs d'identifier et de considérer les connaissances traditionnelles dans la phase de planification du projet. Les Premières Nations hésitent parfois à partager leur SÉT par peur de se faire subséquemment piller les ressources sur lesquelles elles détiennent des connaissances particulières (Fowler, 2008; O'Faircheallaigh, 2007). Cependant, la réalisation d'études sur les SÉT est l'occasion de rassembler des connaissances souvent détenues par les aînés qui autrement seraient perdues dans le temps. Une entente de confidentialité peut être conclue à la demande des Premières Nations. Suite à la lecture du document par le promoteur pour les fins de planification du projet, l'étude peut ensuite être remise aux Premières Nations qui en demeurent les propriétaires (Fowler, 2008; MVEIRB, 2005c).

Une étude sur les SÉT a été effectuée dans la région désignée des Inuvialuit pour les trois communautés dont le territoire se situe sur le tracé proposé pour le passage du pipeline en partance du Delta du Mackenzie jusque dans la vallée. La réalisation de ce document substantiel de 200 pages a été financée par l'ensemble des partenaires impliqués dans le développement du projet, dont l'*Aboriginal Pipeline Group*. Cette étude a été rendue possible grâce à la participation des communautés, des aînés, des chasseurs et trappeurs, des consultants en environnement, des linguistes et finalement, de l'Administration des terres des Inuvialuit. De telles études requièrent donc la mobilisation de beaucoup de ressources. Dans le rapport, les Inuvialuit admettent que la transmission du SÉT entre les générations est moins pratiquée qu'auparavant, et que le degré de partage de ces connaissances varie d'une famille à l'autre et d'une communauté à une autre. Plusieurs entrevues individuelles ont été effectuées et, une fois l'information transcrite sur papier, des sessions de révision avaient lieu à l'intérieur des communautés.

Les participants à la session de révision ont été payés pour leur présence (ICC and al., 2006). Les trois communautés faisant partie de l'étude ont accepté de rendre l'ensemble de l'information publique puisque le rapport peut être trouvé sur Internet. Comme peu d'études d'une telle ampleur sur le SÉT ont été à la fois réalisées et rendues publiques au Canada, la méthodologie utilisée pourra inspirer les auteurs d'études futures.

La réalisation des plans d'aménagement locaux et la participation des Inuvialuit aux activités de recherche financées ou effectuées par les gouvernements ont également permis d'incorporer certaines composantes du mode de vie traditionnel des autochtones de la région. Les détenteurs de SÉT désirant partager leurs connaissances peuvent également le faire auprès des comités de chasseurs et de trappeurs (CCT) ou auprès des promoteurs lors de consultations effectuées dans le cadre de développement de projets spécifiques. La publication de l'étude sur le SÉT pour le projet de pipeline a été suivie par la publication d'un guide destiné aux promoteurs, aux consultants et aux autorités responsables (Fedirechuk and al., 2008). Ce document suggère des méthodes et stratégies de collecte de SÉT Inuvialuit dans chacune des étapes du processus d'évaluation des répercussions environnementales dans la région. On y indique également pour quelles fins ces connaissances devraient être utilisées en présentant des exemples concrets. La réalisation d'une revue de littérature extensive sur le sujet a précédé la publication du guide (*Id.*). L'ensemble des activités ayant mené à sa publication a été exécuté par des membres de l'*Environmental Studies Research Funds*, organisme financé par des taxes imposées à l'industrie pétrolière et gazière. Ces revenus sont administrés par l'Office Nationale de l'Énergie (ONÉ) pour le ministère des Ressources naturelles du Canada et le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC).

Au Québec, la réalisation d'études sur le SÉT est encore à l'état de balbutiement (Berrouard, 2008). Le gouvernement provincial québécois a l'intention d'investir massivement dans le développement du nord du Québec avec des méga projets hydroélectriques et miniers. Ce serait une belle occasion pour les autochtones d'exiger du financement pour la réalisation d'études sur les SÉT et ce, avant même que les travaux d'évaluations environnementales ne débutent. En s'y prenant d'avance, la collecte de données pourra se faire de manière adéquate sans contrainte sévère de temps. Pour le

moment, il n'existe aucune politique ou protocole balisant la collecte et l'utilisation du SÉT des autochtones au Québec.

Dans la vallée du Mackenzie, les Gwich'in et les Deh Cho ont chacun développé une politique sur le SÉT (DLUPC, 2003; GSCI, 2004). Dans ces deux cas, les politiques de collecte et d'utilisation des connaissances traditionnelles ne s'adressent pas aux promoteurs, mais directement aux Conseils d'aménagement du territoire. Le Conseil tribal Gwich'in est en charge de collecter, conserver et divulguer ces connaissances aux organisations externes tels que les promoteurs ou les chercheurs. Le Conseil d'aménagement du territoire Deh Cho utilisera les informations collectées pour la mise en place du plan d'aménagement des terres (*Id.*). Un protocole de recherche a également été développé par les Deh Cho afin d'assister les communautés à négocier les termes et conditions pour l'utilisation de leur SÉT dans des études de recherche externes et de développement industriel (Gargan, 2004). L'Office des terres et des eaux (OTE) du Sahtu a également développé une telle politique (AINC, 2002).

L'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM), comme dans la région des Inuvialuit, a aussi rédigé un guide pour aider les promoteurs à collecter et incorporer le SÉT dans la planification de leurs projets de développement (MVEIRB, 2005c). *Guidelines for the Incorporation of Traditional Knowledge into the Environmental Assessment Process* s'adresse aussi aux détenteurs de connaissances traditionnelles leur mentionnant à quels moments il peut être opportun de partager leurs connaissances avec les promoteurs et l'OEREVM (Schuh, 2005). Le guide développé par l'OEREVM ne remplace pas les politiques locales ou régionales développées par les communautés. Étant une institution publique, l'OEREVM est soumis à la Loi sur l'accès à l'information (L.R., 1985, ch. A-1). Cela signifie que les connaissances traditionnelles transmises à l'OEREVM doivent automatiquement être présentées dans le registre public. Ainsi, dans certains cas, il peut être préférable pour les autochtones d'échanger directement les connaissances qu'ils possèdent avec le promoteur qui lui n'est pas soumis à cette Loi. Le promoteur peut alors tout simplement mentionner à l'OEREVM que certains changements ont été apportés au plan de développement en considération des informations transmises par les autochtones. À son tour, l'OEREVM pourra faire des vérifications auprès des détenteurs de ce savoir sans

avoir à soumettre le contenu au public (Schuh, 2005). Le guide sera révisé sur une base régulière afin de s'ajuster aux difficultés pratiques rencontrées.

Quoique le SÉT prenne une place de plus en plus importante en évaluation environnementale, les ressources humaines, financières et institutionnelles sont souvent insuffisantes pour permettre le rassemblement et l'interprétation de l'information dans une période de temps raisonnable pour l'évaluation de projets. D'un autre côté, le manque de confiance envers les gouvernements pousse souvent les autochtones à doubler les études sur les enjeux biophysiques faites par ces premiers en engageant des consultants pour refaire le travail. Selon l'OEREVM, il serait plus judicieux que les autochtones concentrent leurs efforts à mettre de l'avant les connaissances traditionnelles qu'ils possèdent ainsi qu'à débattre des enjeux sociaux et culturels qui les préoccupent (MVEIRB, 2005a). L'élaboration des plans d'aménagement des terres dans les cinq régions de la vallée du Mackenzie favoriseraient certainement une prise en considération davantage systématique du savoir autochtone dans les plans de développement de projets sur le territoire. La seule présence de représentants autochtones aux groupes de cogestion ne semble pas suffire à l'intégration du SÉT en évaluation environnementale. Des études devraient avoir lieu pour compiler l'ensemble des informations détenues par les communautés autochtones. Ces études pourraient être exécutées ou financées par des universités, des groupes autochtones, des consultants ou par l'industrie.

Dans le futur, les Premières Nations habitant Québec méridional pourraient aussi être invités à participer à la réalisation des schémas d'aménagement dans des régions qui les préoccupent, tel qu'il se pratique dans les TNO. Le projet hydroélectrique sur la rivière Romaine est un des derniers projets à avoir subi la controverse (ex. Radio-Canada, 2009). En implantant des règles claires et en considérant le SÉT, le BAPE et le gouvernement du Québec éviteraient possiblement de nombreux conflits avec les autochtones.

2.5 Suivi et contrôle des impacts

Selon le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), les effets cumulatifs « sont des changements à l'environnement biophysique, social, économique et culturel entraînés par les actions passées et présentes » (AINC, 2008d). Alors que les projets de

développement se multiplient à grande vitesse dans la vallée du Mackenzie, l'importance de considérer l'effet des impacts découlant de l'ensemble des projets sur la région devient de plus en plus grande.

Contrairement aux demandes de permis qui sont obligatoires pour l'implantation de tout projet de développement, le processus d'évaluation environnementale ne s'applique qu'à une fraction de ceux-ci dans la vallée. Suite à l'émission d'un permis par une autorité réglementaire, le gouvernement envoie généralement des inspecteurs vérifier sur le terrain le respect des termes et conditions associés à ce permis. Les résultats de ces inspections sont systématiquement communiqués aux autorités réglementaires concernées donnant à ces dernières l'information nécessaire pour assurer l'efficacité et la mise en place des mesures prescrites. Même si l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie (OEREVM) fait partie du même système intégré, il n'est pas une autorité réglementaire et n'est donc pas informé de manière systématique sur les émissions de permis et les résultats d'inspection. À l'exception des mesures mises en place sous l'autorisation d'un Office des terres et des eaux (OTE), l'OEREVM a eu de la difficulté à obtenir ces informations auprès des autorités réglementaires et ce, même lorsqu'il cherchait activement à se les procurer (MVEIRB, 2005a). De plus, tel que mentionné plus haut, une fraction des mesures d'atténuation et autres suggestions proposées par l'OEREVM sont régulièrement ignorées par les autorités ou ministres responsables. Le fait que certaines d'entre elles ne sont pas rattachées directement à une loi ou un règlement peut expliquer la résistance du gouvernement à les entériner (*Id.*). Ainsi, ne sachant pas si les mesures prescrites sont mises en place et si elles permettent réellement de minimiser les impacts, l'OEREVM n'a pas les moyens de savoir s'il y a lieu d'ajuster ses recommandations dans les exercices d'évaluation environnemental subséquents (MVEIRB, 2005d). Dans les situations où l'OEREVM est sérieusement préoccupé par l'intensité de développement d'une région (ex: Cameron Hills), celui-ci commande des études indépendantes pour évaluer les effets cumulatifs sur le milieu. L'OEREVM retient fréquemment les services de ressources externes pour collecter et interpréter des données mais, comme tribunal administratif, il ne devrait pas être de son ressort de coordonner ces activités (MVEIRB, 2005a).

L'OEREVM a récemment initié un processus pour vérifier l'implantation des mesures d'atténuation qu'il propose et, si possible, en évaluer l'efficacité. Une base de données a

été créée pour colliger les informations recueillies. Ces recherches, quoi qu'en vaille la peine, exercent une pression supplémentaire sur des ressources qui sont déjà manquantes (*Id.*). Une communication périodique entre l'OEREVM et les organismes chargés d'assurer la mise en place des mesures serait idéale. Le ministère des AINC travaille présentement à l'élaboration d'un système pour retracer les effets des décisions prises lors des évaluations environnementales passées. L'OEREVM espère que ceci favorisera la circulation d'information entre les organismes (Haefele, 2009).

Depuis la mise en œuvre de la LGRVM, les indicateurs socio-économiques utilisés pour évaluer l'effet des développements sur les communautés ont trop souvent été réduits au degré d'employabilité ou au revenu moyen des travailleurs. Au cours des années, les communautés ont manifesté l'intérêt d'être plus ardemment impliquées dans l'identification de critères et indicateurs liés au bien-être des communautés, et de participer à la collecte et l'interprétation des données. Suite à la publication des résultats de la première vérification environnementale (SENES Consultants, 2005), le MVEIRB a entamé une série de consultation et a organisé des ateliers de travail sur les impacts socio-économiques. Le résultat de la collecte et de l'analyse des commentaires émis par les professionnels du domaine et par les communautés a donné naissance au document *Socio-Economic Impact Assessment Guidelines*, publié en 2007. L'OEREVM essaie d'équilibrer la prise en considération des préoccupations sociales, économiques et culturelles avec les aspects biophysiques. Toutefois, il faut reconnaître que les connaissances de base, la disponibilité des experts ainsi que les outils gouvernementaux pour implanter les recommandations découlant des évaluations sont beaucoup plus abondants du côté biophysique. Il faudra voir si la publication du guide aura un véritable effet sur la considération des impacts socio-économiques dans les TNO, mais il semble que la tendance soit effectivement à la hausse (Haefele, 2009).

À titre expérimental, deux compagnies souhaitant opérer des mines dans la vallée du Mackenzie ont accepté d'implanter un programme de suivi de l'environnement, de la mise en opération à la mise hors service. La mine Ekati a été mise en opération en 1998, juste avant l'adoption de la LGRVM; une entente a donc été signée entre le gouvernement et les promoteurs suite à l'évaluation environnementale effectuée par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale. La mine de Diavik a été mise en opération à l'an 2000, soit suite à l'adoption de la LGRVM; les autochtones sont donc également signataires de

l'entente. Dans les deux cas, un comité de cogestion a été formé dont le mandat était de surveiller les impacts environnementaux engendrés par le projet.

La mine Ekati a mis en place l'*Independent Environmental Monitoring Agency* dont le mandat est d'assurer le respect de la réglementation en révisant, reportant et faisant des recommandations sur les programmes de surveillance environnementale appliqués à la mine. Vu la complexité technique des opérations, les autochtones ont majoritairement nommé des scientifiques pour les représenter auprès du comité qui leur font un compte-rendu par la suite. La mine de Diavik a un comité nommé *Environmental Monitoring Advisory Board* dont les membres révisent les plans d'action, les programmes de suivi et les rapports annuels environnementaux soumis par la mine. Les personnes qui siègent sur le comité doivent être des résidents des TNO, ce qui a pour effet d'augmenter le nombre de participants autochtones. Lorsqu'un plan, programme ou rapport semble inadéquat, incomplet ou insatisfaisant, celui-ci est envoyé au ministère. Le ministère, si en accord avec le comité, demandera à la mine Diavik d'adresser les déficiences. Le ministère doit répondre par écrit au comité dans une période de 60 jours suivant le dépôt des documents. La démarche est similaire pour la mine Ekati.

Dans les deux cas, le financement était assuré par les gouvernements et les compagnies minières pour les deux premières années. Ensuite, sous approbation d'un budget soumis par le comité, la mine accorde le financement. Aucun financement particulier n'est disponible pour faciliter la participation des autochtones. Quoique les corporations puissent être de bonne foi, il y a tout de même un risque qu'elles tentent de réduire le budget accordé aux comités si des critiques publiques sont émises par ces derniers, surtout si l'entente de financement est renégocié sur une base annuelle. Les actionnaires et les conseils d'administration voient la nécessité de se procurer les permis nécessaires pour se conformer aux loi et règlements environnementaux, mais peuvent avoir de la réticence aux dépenses supplémentaires en ce domaine. Malheureusement, les gouvernements préfèrent en général investir de l'argent dans des projets nouveaux qui leur permettront de gagner des votes; les investissements basés sur le long terme sont plutôt rares. Il faut toutefois souligner les efforts des compagnies minières à informer les communautés autochtones par l'envoi de plans ou de rapports, par l'organisation de visites et consultations dans les communautés, et par la mise en place d'ateliers de travail sur l'environnement et de visites dans les mines.

La présence de comités de surveillance a pour effet positif d'obliger les promoteurs à rapporter leurs performances environnementales une fois l'an et de contraindre le ministère à considérer les commentaires des comités et des autochtones. Le mode de financement serait peut-être à revoir et l'argent transféré devrait servir davantage à bâtir une expertise autochtone plutôt qu'à n'engager que des experts. L'intégration du SÉT dans les activités de suivi a eu un succès limité. Le fait que le processus de suivi environnemental est spécifique à un projet donné offre une certaine flexibilité locale quant à l'établissement du processus, flexibilité qui serait probablement perdue si un système de suivi était mis en place pour une région entière (O'Faircheallaigh, 2007).

De manière plus générale, deux programmes de suivi ont été mis en place il y a 10 et cinq ans respectivement. Le premier est le Programme de surveillance des effets cumulatifs (PSEC) dont l'objectif principal est d'observer comment l'ensemble des usages du territoire affecte l'environnement des TNO, incluant la région des Inuvialuit (AINC, 2007b). Le groupe de travail en est un de cogestion. Le programme est fondé sur les ententes relatives aux revendications territoriales conclues avec les Gwich'in, les peuples du Sahtu, et les tlichos ainsi que sur les mesures législatives pertinentes, dont la LGRVM. Ce programme se voulait une approche communautaire, invitant les collectivités à participer au programme dans sa totalité : conception, surveillance, analyse ou interprétation des données et, finalement, rédaction de rapports fondés sur le SÉT et les connaissances scientifiques (MVEIRB, 2005a). Jusqu'à récemment, le PSEC était inactif. Ça n'est que lors de l'exercice de vérification environnementale que cette inertie a été soulignée (SENES Consultants, 2005; MVEIRB, 2005b). Le manque de données générales sur l'environnement devant être collectées dans le cadre de ce programme a certainement nuit à l'OEREVM, le privant d'information essentiel pour le guider dans ses recommandations (MVEIRB, 2005a). Pour remédier à cette situation, le groupe de travail a préparé un plan quinquennal et un plan opérationnel de travail qui doivent mener à l'implantation totale du programme (AINC, 2007b). À l'image du Comité consultatif sur l'environnement de la baie James (CCEBJ), le *NWT Environmental Stewardship Framework* (ESF) a été fondé afin d'émettre des recommandations aux décideurs. Ces recommandations visent à favoriser la protection de l'intégrité écologique, de favoriser le développement durable des communautés par l'intégration des dimensions sociales et culturelles dans la sélection des projets économiques et, finalement, d'améliorer les systèmes de gestion de l'environnement (ESF, 2008).

Dans la région des Inuvialuit, le CERE s'est entendu avec d'autres organisations publiques pour qu'elles lui fassent part des projets de développement qui ont lieu sur le territoire. L'Administration des terres des Inuvialuit a accepté de faire de même en regard des activités qui se déroulent sur ses terres privées (EISC, 2008). Ces ententes permettent au CERE d'avoir une vue d'ensemble de ce qui se passe sur le territoire, et ainsi de mieux juger de l'impact cumulatif qu'ont les projets sur le milieu. La révision des plans d'aménagement sur une base quinquennale permet également d'observer l'évolution de la pression de développement sur le milieu par rapport à sa capacité de support (CA and al., 2000). Les autochtones siégeant sur le Conseil consultatif de gestion de la faune (CCGF) participe également au suivi des impacts sur le milieu puisque ce groupe de cogestion aide à établir les priorités de recherche en regard de l'aménagement de la faune. Il en est de même pour les autochtones siégeant aux Offices de gestion des ressources renouvelables (OGRR) qui jouent un rôle équivalent au CCGF dans la vallée du Mackenzie.

Selon M. Daniel Berrouard (2009), coordonnateur aux affaires autochtones pour le MDDEP, tous les grands projets des dernières années pour lesquels des certificats d'autorisation ont été accordés comportaient de multiples dispositions exigeant le suivi des impacts sur le milieu. Les résultats sont toutefois rarement diffusés auprès du grand public, laissant les efforts fournis par les promoteurs en ce domaine peu connus. Aussi, les études d'impacts exigées par le BAPE aux promoteurs contiennent toujours une section relatant l'état du milieu tel qu'il est avant la réalisation du projet; les effets cumulatifs sont en quelque sorte pris en considération à cette étape. Cependant, seul un suivi rigoureux permettra réellement de connaître l'état du milieu suite à l'implantation du projet.

Dans un rapport publié en 2004 par l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI), cette dernière soulignait l'importance de considérer les impacts sociaux dans l'exercice d'évaluation de projets. L'AQÉI insistait également sur l'importance de sécuriser un financement stable à long terme pour l'acquisition de connaissances sur les milieux biophysiques et humains. Sous l'initiative de cette même organisation, une base de données a été développée pour favoriser le partage d'information entre les professionnels impliqués dans le suivi des impacts environnementaux, peu importe où ils se trouvent dans le monde (SEFA, s. d.). Toute partie intéressée à partager des résultats d'études

pourrait y insérer des informations. Le projet a été mis en suspens pendant plusieurs années par manque de ressources financières et humaines, mais l'AQÉI a récemment déclarée souhaiter donner un second souffle au programme. Le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale est le seul organisme s'étant montré intéressé à reprendre la gestion de la banque de données (AQÉI, 2008).

CONCLUSION

Bien qu'ils soient différents, les processus d'évaluation environnementale implantés dans les TNO ne sont pas substantiellement plus complexes que ceux trouvés dans d'autres juridictions. Ce qui est unique est l'étendue et la nature proactive de l'implication des communautés ainsi que le niveau d'influence qu'exerce le public sur ces processus. Même si les processus mis en place sont imparfaits, la participation significative des Premières Nations à ceux-ci et leur influence sur les prises de décision sont indéniables. Les autochtones sont directement impliqués dans la confection des plans d'aménagement du territoire et participent à toutes les étapes des processus d'évaluation environnementale, de l'examen préalable à l'analyse des études d'impacts. Il en est de même sur le territoire de la CBJNQ. La situation est cependant différente dans le sud du Québec où les autochtones n'ont pas de place privilégiée en aménagement du territoire, et ne participent pas à l'examen préalable des projets. Il faut reconnaître qu'aucune entente de revendication territoriale n'y a été conclue et que les autochtones représentent une proportion beaucoup plus faible de la population si comparée aux TNO et au Nord du Québec.

Le temps raisonnable alloué à l'analyse des projets et les surplus budgétaires démontrent que les ressources financières et humaines ne sont pas déficientes pour les groupes de cogestion oeuvrant dans la région des Inuvialuit. Dans la vallée du Mackenzie, la finalisation des plans d'aménagement du territoire et la conclusion d'ententes entre les gouvernements et les autochtones dans chacune des régions réduiraient probablement les critiques qui reprochent la lenteur et la complexité du processus. Entre temps, un financement adéquat devrait être fourni à l'OEREVM pour qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités. En général, il n'y a pas de problème de financement ou de ressources humaines pour le territoire de la CBJNQ. Quant au Québec méridional, des programmes de financement pour favoriser la participation des Premières Nations aux évaluations environnementales provinciales les concernant gagneraient à être mise en place.

L'OEREVM est de loin l'organisation la plus prolifique en termes de développement d'outils communicatifs et informatifs. Son site Internet, les nombreux guides produits, son bulletin d'information et ses cartes interactives sont tous bien conçus autant

graphiquement qu'en termes de contenu. Le contenu des nombreux guides rédigés par cette même organisation pourrait certainement intéresser et inspirer les professionnels et autochtones des autres provinces et territoires, dont le Québec.

Malgré une évidence claire d'ouverture vers le savoir écologique traditionnel (SÉT), leur réelle intégration en évaluation des impacts est encore embryonnaire, tout particulièrement au Québec. De nombreuses publications telles que des études, politiques, protocoles et guides ont récemment vu le jour dans les TNO et semblent vouloir donner le ton pour les années à venir. Dans la vallée du Mackenzie, il y a une préoccupation grandissante pour assurer un suivi des recommandations émises par l'OEREVM ainsi que pour surveiller et contrôler les impacts cumulatifs, sociaux et culturels associés aux autochtones. Des programmes de suivi sont généralement mis en place pour les grands projets de développement dans les TNO et au Québec, mais le suivi des impacts biophysiques priment souvent sur les autres types d'impacts.

Afin de minimiser les impacts sur l'environnement et assurer une bonne relation avec les Premières Nations, les départements gouvernementaux et les promoteurs doivent les intégrer dès l'étape initiale de développement de projet. Les citoyens et professionnels des TNO, bien que faisant face à certains défis, ont su intégrer cette façon de faire. Dans les années à venir, le gouvernement du Québec aurait l'opportunité de pousser la démarche encore plus loin en effectuant une évaluation environnementale stratégique de son Plan Nord (CCEBJ, 2009). Seul l'avenir nous dira s'il saura conserver la relation de confiance bâtie et entretenue au fil des ans avec les Premières Nations des régions nordiques du Québec.

RÉFÉRENCES

- Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE) (2009). Enveloppe de financement autochtone. In Gouvernement du Canada. *Programme d'aide aux participants*, [En ligne]. <http://www.ceaa.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=8A2E44D9-1> (Page consultée le 2 mai 2009).
- Armitage, D.R. (2005). Collaborative environmental assessment in the Northwest Territories, Canada. *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 25, n° 3, p. 239–258.
- Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) (2008). Rapport d'activités couvrant la période du 14 novembre 2007 au 2 décembre 2008. Montréal (QC), Association québécoise pour l'évaluation d'impacts, 11 p.
- Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) (2004). L'avenir de l'évaluation environnementale au Québec. Montréal (QC), Association québécoise pour l'évaluation d'impacts, 11 p.
- Berrouard, D. (2009). Processus de consultation des Premières Nations au Québec. Communication personnelle. Entrevue téléphonique, 1^{er} mai 2009. 14 minutes 50.
- Berrouard, D. (2008). Processus de consultation des Premières Nations au Québec. Communication personnelle. Entrevue téléphonique, 8 octobre 2008. 16 minutes 47.
- Blanchet, J. (2009) Aperçu du processus d'évaluation des impacts sur l'environnement appliqué dans la vallée du Mackenzie. [Figure].
- Bureau de la vérificatrice générale du Canada (BVG) (2007). Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes – Chapitre 3 : La Convention définitive des Inuvialuit. Ottawa (ON), Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada, 37 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2008a). Région des Territoires du Nord-Ouest. In Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). *Faits et information*, [En ligne]. http://nwt-tno.inac-ainc.gc.ca/fi_f.htm (Page consultée le 1^{er} décembre 2008).
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2008b). Agreements. In Affaires indiennes et du Nord Canada. *Aboriginal & Territorial Relations*, [En ligne]. <http://nwt-tno.inac-ainc.gc.ca/at/ent-agr-eng.asp> (Page consultée le 2 février 2009).
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2008c). Population indienne et inuite au Québec au 31 décembre 2007. In Affaires indiennes et du Nord Canada. *Région du Québec*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/qc/agc/pop_f.html (Page consultée le 2 janvier 2009).
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2008d). Surveillance des effets cumulatifs. In Affaires indiennes et du Nord Canada. *Protéger l'environnement*, [En ligne]. <http://nwt-tno.inac-ainc.gc.ca/yb/yb-C6-fra.asp> (Page consultée le 16 mars 2009).

- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2007a). La Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie – Guide du citoyen. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 27 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2007b). Response to the 2005 Northwest Territories Environmental Audit : Draft Action Plan. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 40 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2006). À l'aube d'un rapprochement : Points saillants du rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones. *In* Affaires indiennes et du Nord Canada. *Peuples et collectivités autochtones*, [En ligne]. <http://www.ainc-inac.gc.ca/ap/pubs/rpt/rpt-fra.asp> (Page consultée le 28 janvier 2009).
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2004). La gestion des ressources dans les TNO *TNO Franc Parler : Territoire et autonomie gouvernementale*, automne 2004, p. 1-2 & 6.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2003). Tlicho Land Claims and Self Government Agreement. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 211 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (2002). Sahtu Dene and Metis Comprehensive Land Claim Agreement : 2001-2002 Annual Report of the Implementation Committee. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 38 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (1993). Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 136 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (1992). Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 151 p.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) (1984). La revendication de l'Arctique de l'Ouest : Convention définitive des Inuvialuit. Ottawa (ON), Affaires indiennes et du Nord Canada, 124 p.
- Canada. Ressources naturelles Canada (RNCAN) (2006). L'Atlas du Canada. *In* Ressources naturelles Canada. *Superficie, terres et eaux douces*, [En ligne]. <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/learningresources/facts/surfareas.html> (Page consultée le 1^{er} décembre 2008).
- Canada. Statistiques Canada (2008a). Estimations démographiques trimestrielles - Avril à juin 2008. *In* Statistiques Canada. *Estimations trimestrielles de la population et des facteurs de l'accroissement démographique, perspective territoriale - Territoires du Nord-Ouest*, [En ligne]. <http://www.statcan.gc.ca/pub/91-002-x/2008002/5226818-fra.pdf> (Page consultée le 1^{er} décembre 2008).

- Canada. Statistiques Canada (2008b). Faits saillants pour la communauté de Inuvialuit. In Statistiques Canada. *Aboriginal population profile, 2006 Census*, [En ligne]. <http://www12.statcan.ca/english/census06/data/profiles/aboriginal/Details/Page.cfm?Lang=E&Geo1=BAND&Code1=61640004&Geo2=PR&Code2=61&Data=Count&SearchText=inuvialuit&SearchType=Begin&SearchPR=01&B1=All&Custom=> (Page consultée le 15 février 2009).
- Canadian Broadcast Corporation (CBC) (2008). Another year's wait for Mackenzie Valley pipeline report. In Canadian Broadcast Corporation. *CBC News: Money*, [En ligne]. <http://www.cbc.ca/money/story/2008/12/05/jrp-report.html> (Page consultée le 13 mai 2009).
- Canadian Broadcast Corporation (CBC) (2007). The Mackenzie Valley pipeline. In Canadian Broadcast Corporation. *CBC News: In Depth*, [En ligne]. http://www.cbc.ca/news/background/mackenzievalley_pipeline/ (Page consultée le 2 février 2009).
- Canadian Broadcast Corporation (CBC) (1972). Cree upset by Quebec's mega-project. In Canadian Broadcast Corporation. *CBC Digital Archive : James Bay project and the Cree*, [En ligne]. http://archives.cbc.ca/society/native_issues/topics/94/ (Page consultée le 28 janvier 2009).
- Comité consultatif pour l'environnement de la baie James (CCEBJ) (2009). Proposition concernant l'évaluation environnementale stratégique du « Plan Nord ». In Comité consultatif pour l'environnement de la baie James. *Sommaire*, [En ligne]. <http://www.ccebj-jbace.ca/francais/sommaire/documents/PlanNord-PM.pdf> (Page consultée le 8 mai 2009).
- Comité consultatif pour l'environnement de la baie James (CCEBJ) (2008). Révision des annexes 1 et 2 du régime de protection de l'environnement et du milieu social – Les listes de projets assujettis ou exemptés du processus d'évaluation et d'examen. Montréal (QC), Comité consultatif pour l'environnement de la baie James, 89 p.
- Comité consultatif pour l'environnement de la baie James (CCEBJ) (s. d.). L'aménagement du territoire. In Comité consultatif pour l'environnement de la baie James. *À propos du comité : Historique*, [En ligne]. http://www.ccebj-jbace.ca/francais/comite/historique_territoire.html (Page consultée le 4 février 2009).
- Commission des revendications des Indiens (CRI) (2003). Regard sur le passé - Les politiques du gouvernement en matière de revendications territoriales. *Jalons*, vol. 9, n° 3, p. 10-11.
- Community of Aklavik (CA), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Aklavik Inuvialuit Community Conservation Plan. Aklavik (TNO), 155 p.
- Community of Holman (CH), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Olokhaktomiut Inuvialuit Community Conservation Plan. Holman (TNO), 127 p.

- Community of Inuvik (CI), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Inuvik Inuvialuit Community Conservation Plan. Inuvik (TNO), 150 p.
- Community of Paulatuk (CP), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Paulatuk Inuvialuit Community Conservation Plan. Paulatuk (TNO), 140 p.
- Community of Sachs Harbour (CSH), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Sachs Harbour Inuvialuit Community Conservation Plan. Sachs Harbour (TNO), 109 p.
- Community of Tuktoyaktuk (CT), Wildlife Management Advisory Council (WMAC) (NWT) and Joint Secretariat (2000). Tuktoyaktuk Inuvialuit Community Conservation Plan. Tuktoyaktuk (TNO), 168 p.
- Deh Cho Land Use Planning Committee (DLUPC, 2003). Traditional Knowledge Policy. Fort Providence (TNO), Deh Cho Land Use Planning Committee, 3 p.
- Delisle, C.E. (2009). Processus de consultation des Premières Nations au Québec. Communication personnelle. Échanges courriel les 27 avril, 10 et 11 mai 2009.
- Delisle, C.E. (2008). Note sur le savoir écologique traditionnel (SÉT) vs le savoir écologique scientifique (SÉS) dans les évaluations des impacts sur l'environnement. *L'Incontournable de l'AMEUS*, 1^{er} avril 2008, No 6, p. 13-14.
- Environmental Impact Review Board (EIRB) (2004). Environmental Impact Review Board Operating Procedures. Inuvik (TNO), Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees, 48 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2008). Annual Activity Report 2007-2008. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 21 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2007). Annual Activity Report 2006-2007. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 21 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2006). Annual Activity Report 2005-2006. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 42 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2005). Annual Activity Report 2004-2005. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 28 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2004). Environmental Impact Screening Committee Operating Guidelines and Procedures. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 48 p.

- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2003). Annual Activity Report 2002-2003. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 24 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2002). Annual Activity Report 2001-2002. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 33 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2001). Annual Activity Report 2000-2001. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 29 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (2000). Annual Activity Report 1999-2000. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 24 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (1999). Annual Activity Report 1998-1999. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 23 p.
- Environmental Impact Screening Committee (EISC) (1994). Annual Activity Report 1993-1994. Inuvik (TNO), Joint Secretariat – Inuvialuit Renewable Resource Committees, 14 p.
- Environmental Stewardship Framework (ESF) (2008). NWT Environmental Stewardship Framework (ESF). *In* NWT Environmental Stewardship Framework. *Home*, [En ligne]. http://www.ceamf.ca/01_who/01_who.asp (Page consultée le 3 mai 2009).
- Fedirechuk, G.J., Labour, S. and Niholls, N. (2008). Traditional Knowledge Guide for the Inuvialuit Settlement Region Volume II: Using Traditional Knowledge in Impact Assessments. Calgary (AB), Environmental Studies Research Funds, 104 p.
- Fowler, R. (2008). Processus de consultation des Premières Nations en Colombie-Britannique. Communication personnelle. Entrevue face-à-face, 21 novembre 2008. 60 minutes.
- Francoeur, G. (2008). La Romaine: un débat en direct était possible. *Le Devoir*, édition du lundi 3 novembre 2008. [En ligne]. <http://www.ledevoir.com/2008/11/03/213878.html> (Page consultée le 19 mai 2009).
- Gargan, S. (2004). Deh Cho First Nation Traditional Knowledge Research Protocol. Fort Simpson (TNO), Deh Cho First Nations, 10 p.
- Gwich'in Land Use Planning Board (GLUPB) (2007). Annual Report of the Gwich'in Land Use Planning Board. Inuvik (TNO), Gwich'in Land Use Planning Board, 33 p.
- Gwich'in Land Use Planning Board (GLUPB) (2003). The plan document. *In* Gwich'in Land Use Planning Board. *The Land Use Plan*, [En ligne]. <http://www.gwichinplanning.nt.ca/landUsePlan.html> (Page consultée le 2 mars 2009).

- Gwich'in Renewable Resources Board (GRRB) (2009). *Gwich'in Renewable Resources Board*, [En ligne]. <http://www.grrb.nt.ca/> (Page consultée le 3 mars 2009).
- Gwich'in Social & Cultural Institute (GSCI) (2004). Working with Gwich'in Traditional Knowledge in the Gwich'in Settlement Region. Yellowknife (TNO), Gwich'in Tribal Council, 15 p.
- Haefele, M. (2009). Processus de consultation des Premières Nations dans la vallée du Mackenzie. Communication personnelle. Échange courriel le 1^{er} mai 2009.
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) (2005). Protocole de consultation des Premières Nations du Québec et du Labrador. Wendake, Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), 33 p.
- Inuvik Community Corporation (ICC), Tuktuuyaqtuuq Community Corporation (TCC) and Aklavik Community Corporation (ACC) (2006). Inuvialuit Settlement Region Traditional Knowledge Report. Calgary (AB), Inuvik Community Corporation, 200 p.
- Inuvialuit Game Council (IGC) (2003). Annual Activity Report 2002-2003. Inuvik (TNO), Inuvialuit Game Council, 49 p.
- Inuvialuit Regional Corporation (IRC) (2007). Inuvialuit Final Agreement. *In Inuvialuit Regional Corporation. About us*, [En ligne]. <http://www.irc.inuvialuit.com/about/finalagreement.html> (Page consultée le 5 décembre 2008).
- Joint Secretariat GIS (2001). The Inuvialuit Settlement Region. [Document cartographique]. 1 : 6 000 000. *In Environmental Impact Screening Committee. Resources - Map*, [En ligne]. http://www.screeningcommittee.ca/pdf/maps/isr_map.jpg (Page consultée le 27 février 2009).
- Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees (2003). Annual Activity Report 2002/03. Inuvik, Joint Secretariat- Inuvialuit Renewable Resource Committees, 24 p.
- Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees (s. d.a). Co-management in the Western Arctic and the Yukon North Slope – the Inuvialuit Final Agreement. Inuvik (TNO), Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees, 2 p.
- Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees (s. d.b). Joint Secretariat. *In Joint Secretariat- Inuvialuit Renewable Resource Committees. Home*, [En ligne]. <http://www.jointsecretariat.ca/> (Page consultée le 6 décembre 2008).
- Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees (s. d.c). Inuvialuit Game Council (IGC). *In Joint Secretariat- Inuvialuit Renewable Resource Committees. IGC*, [En ligne]. <http://www.jointsecretariat.ca/igc.html> (Page consultée le 6 décembre 2008).

- Joint Secretariat - Inuvialuit Renewable Resource Committees (s. d.d). History of the Joint Secretariat. *In* Joint Secretariat- Inuvialuit Renewable Resource Committees. *History*, [En ligne]. <http://www.jointsecretariat.ca/history.html> (Page consultée le 6 décembre 2008).
- Kavik-Axys (2002a). Cumulative Effects Assessments in the Inuvialuit Settlement Region: A Guide for Proponents. Inuvik (TNO), Environmental Impact Screening Committee and Environmental Impact Review Board, 59 p.
- Kavik-Axys (2002b). Cumulative Effects Assessments in the Inuvialuit Settlement Region: A Guide for Reviewers. Inuvik (TNO), Environmental Impact Screening Committee and Environmental Impact Review Board, 54 p.
- Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, L.C. 1992, ch. 37
- Loi sur l'accès à l'information, L.R. 1985, ch. A-1
- Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie, L.C. 1998, ch. 25
- Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., ch. Q-2
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2009a). Vice Chairperson appointed. *Valley Talk*, vol. 5, n°. 3, p. 1
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2009b). Guidelines. *In* Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board. *Reference Library*, [En ligne]. http://www.mveirb.nt.ca/reference_lib/index.php?section=18 (Page consultée le 12 avril 2009).
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2009c). Mackenzie Valley Resource Management Map. *In* Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board. *Interactive Map*, [En ligne]. http://www.mveirb.nt.ca/interactive_map.php (Page consultée le 19 mai 2009).
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2009d). This is what we do: Socio-economic impact assessment. *Valley Talk Newsletter*, vol. 5, n°. 5, p. 6.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2008a). Proposed development in environmental assessment or environmental impact review. [Document cartographique]. Aucune échelle. *Valley Talk Newsletter*, vol. 4, n° 12, p.1.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2008b). Annual Report 2007-2008. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 52 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2008c). Public information, 21 juillet 2008, 3 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2007). Annual Report 2006-2007. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 45 p.

- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2006a). Annual Report 2005-2006. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 36 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2006b). Raising the Bar for Socio-Economic Impact Assessment. 3rd Environmental Assessment Practitioners' Workshop, Yellowknife (TNO), March 15-16, 2006, 102 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2005a). EIA made in the north - The Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board's Submission to the 2005 NWT Environmental Audit. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 38 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2005b). Community visits 2005 – Raising the bar for socio-economic impact assessment. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 15 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2005c). Guidelines for Incorporating Traditional Knowledge in Environmental Impact Assessment. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 42 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2005d). Annual Report 2004-2005. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 26 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2004). Mackenzie Valley Environmental Impact Assessment Guidelines. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 93 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2002). Annual Report 2001-2002. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 28 p.
- Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board (MVEIRB) (2000). Annual Report 1999-2000. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board, 5 p.
- Mackenzie Valley Land and Water Board (MVLWB) (2009). The Board. *In* Mackenzie Valley Land and Water Board. *Introduction*, [En ligne]. <http://www.mvlwb.com/html/theboard.htm> (Page consultée le 3 mars 2009).
- Mackenzie Valley Land and Water Board (MVLWB) (2008). Annual Activity Report 2007-2008. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Land and Water Board, 32 p.
- Mackenzie Valley Land and Water Board (MVLWB) (2007). Annual Activity Report 2006-2007. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Land and Water Board, 22 p.
- Mackenzie Valley Land and Water Board (MVLWB) (2006). Annual Activity Report 2005-2006. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Land and Water Board, 8 p.

- Mackenzie Valley Land and Water Board (MVLWB) (2005). Annual Activity Report 2004-2005. Yellowknife (TNO), Mackenzie Valley Land and Water Board, 8 p.
- McCrack, N. (2008). La voie de l'amélioration – Examen du régime de réglementation dans le Nord. Ottawa (ON), Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 150 p.
- McDonald, M. (2008). Aboriginal Law and Forestry: Recent cases and possible solutions. Présentation lors de l'*Aboriginal Forestry: Issues and Impacts 2008*, Vancouver (C.-B.), 23-24 janvier 2008.
- McPherson, D.H. and Rabb, J.D. (1993). Some outside view predicates: Do Indians really know who they are? In McPherson, D.H. and Rabb, J.D., *Indians from the inside: A study in ethno-metaphysics* (p. 21-58). Thunder Bay (ON), Lakehead University Centre for Northern Studies.
- Nation haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts), 2004 CSC 73, [2004] 3 R.C.S. 511
- O'Faircheallaigh, C. (2007). Environmental agreements, EIA follow-up and aboriginal participation in environmental management: The Canadian experience. *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 27, n° 4, p.319-342.
- Première nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique (Directeur d'évaluation de projet), [2004] 3 R.C.S. 550, 2004 CSC 74
- Québec. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2008). Rapport annuel de gestion 2007-2008. Québec (QC), Gouvernement du Québec, 49 p.
- Québec. Gouvernement du Québec (1998). L'environnement et le développement futur au sud du 55^e parallèle. *Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires* (chap. 22, p. 328-351). Québec, Les Publications du Québec.
- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2008). Directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet d'aéroport. Québec (QC), Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 22 p.
- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2003). L'évaluation environnementale au Québec : La procédure au Québec méridional. Québec (QC), Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 10 p.
- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2002a). Budget. In Gouvernement du Québec. *Comité d'évaluation*, [En ligne] <http://www.mddep.gouv.qc.ca/evaluations/comev.htm> (Page consultée le 18 mai 2009).

- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2002b). Évaluation environnementale des projets en milieu nordique – Un processus en cinq étapes. *In* Gouvernement du Québec. *Évaluations environnementale – Milieu nordique*, [En ligne]. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/evaluations/mil-nordique/deuxregimes.htm#processus> (Page consultée le 19 mai 2009).
- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2002c). Demande de Certificat d'autorisation ou Demande d'autorisation pour un projet industriel. *In* Gouvernement du Québec. *Milieu industriel*, [En ligne]. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/Industriel/demande/index.htm> (Page consulté le 25 janvier 2009).
- Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) (2002d). Projets soumis à la procédure d'évaluation environnementale. *In* Gouvernement du Québec. *Évaluations environnementales*, [En ligne]. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/evaluations/index.htm> (Page consulté le 20 mai 2009).
- Québec. Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (2009). Les principaux jugements et événements dont il faut tenir compte dans la négociation. 1973 – Jugement Malouf. *In* Gouvernement du Québec. *Documentation*, [En ligne]. <http://www.versuntraite.com/documentation/jugements.htm#1973> (Page consultée le 13 mai 2009).
- Québec. Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (2006). Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones. Québec (QC), Gouvernement du Québec, 15 p.
- Radio-Canada (2009). Complexe hydroélectrique de la rivière Romaine : Recours judiciaire sur la table. *In* Radio-Canada – Est du Québec. *Bas-St-Laurent*, [En ligne]. <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2009/03/13/006-romaine-poursuite-montagnais.asp?ref=rss> (Page consultée le 20 mai 2009).
- Règlement sur l'utilisation des terres territoriales (C.R.C., ch. 1524)
- Sahtu Renewable Resources Board (SRRB) (2006). *Sahtu Renewable Resources Board*, [En ligne]. <http://www.srrb.nt.ca/> (Page consultée le 3 mars 2009).
- Sanders, D. (1989). Pre-existing rights: The aboriginal people of Canada (Sections 25 and 35). *In* Beaudoin, G.A. et Ratushny, E., *The Canadian Charter of Rights and Freedoms* (p. 1-33). Toronto (ON), Carswell.
- Schuh, R. (2005). Developing guidelines for incorporating traditional knowledge into the environmental impact assessment process. 25th Annual Conference of International Association for Impact Assessment, Boston, Massachussets (É.-U.), 31 mai au 3 juin 2005, 10 p.
- SEFA (s. d.). *SEFA*, [En ligne]. <http://www.agei.qc.ca/sefa.html> (Page consultée le 18 mai 2009).
- SENES Consultants Limited (2005). Northwest Territories Environmental Audit 2005 – Main Report. Yellowknife (TNO), SENES Consultants Limited, 7 p.

Simpson, J. (2009). Processus de consultation des Premières Nations dans la vallée du Mackenzie. Communication personnelle. Échange courriel le 28 avril 2009.

Territoires du Nord-Ouest. Government of the Northwest Territories (GNWT) (s. d.). Department of Environment and Natural Resources Administrative Regions [Document cartographique]. In Government of the Northwest Territories. *Northwest Territories Environment and Natural Resources*, [En ligne]. <http://www.enr.gov.nt.ca/main/regions.htm> (Page consultée le 1er décembre 2008).

White, G., Christensen, V. and Ehrlich, A. (2007). Involving Canada's Indigenous Peoples in Environmental Impact Assessment: Co-management through The Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board. 27th Annual Conference of International Association for Impact Assessment, Seoul, 2 au 9 juin 2007, 20 p.

Wek'èezhii Renewable Resources Board (WRRB) (2009). *Wek'èezhii Renewable Resources Board*, [En ligne]. <http://www.wrrb.ca/> (Page consultée le 3 mars 2009).